

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
1	Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2020-2021.
2	Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2019-2020, en indiquant pour chacun : a) son mandat; b) la liste des membres; c) le budget dépensé; d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres; e) les résultats atteints.
3	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère et pour chaque organisme qui en relève en 2019-2020. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.
4	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2019-2020. Fournir : a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b) la liste des membres du conseil d'administration; c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV; d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
5	Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction : a) les frais de déplacement; b) les frais de représentation; c) les frais de repas; d) les frais de voyage; e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
6	Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2019-2020 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir : a) la liste complète en indiquant les coûts; b) le sujet; c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis; d) la date de réception.
7	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; a) la liste des concours qui ont pris fin.
8	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
	<p>e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.</p>
9	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subvention, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020. Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention;</p> <p>b) le nom du ou des organismes bénéficiaires;</p> <p>c) le montant qui leur a été accordé.</p>
10	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2018-2019 et 2019-2020, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.</p>
11	<p>Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2018-2019 en incluant les coûts et les appels d'offres. la liste de tous les concours et tirages réalisés;</p>
12	<p>Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.</p>
13	<p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>
14	<p>Fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer :</p> <p>a) le lieu;</p> <p>b) le coût;</p> <p>c) la ou les dates de participation;</p> <p>d) le nombre de participants;</p> <p>e) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité;</p> <p>f) le nom de la formation ou de l'activité.</p>
15	<p>Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :</p> <p>a) le nom de toutes les campagnes ;</p> <p>b) les coûts de ces campagnes ;</p> <p>c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;</p> <p>d) les dates de diffusion de la campagne;</p> <p>e) les objectifs visés par chaque campagne.</p>
16	<p>Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2019 2020 :</p> <p>a) le nombre de conflits de travail;</p> <p>b) la chronologie des actions prises;</p> <p>c) la durée moyenne de ces conflits;</p> <p>d) le nombre de demandes de médiation;</p> <p>e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère;</p> <p>f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);</p> <p>g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);</p> <p>h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.</p>
17	<p>Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec 2019-2020 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission.</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
18	Coût de la tournée la « Grande Corvée » du ministre. Frais de déplacement, location de salle, repas, production de document, matériel multimédia, ressources du cabinet qui accompagnent le ministre.
19	Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
20	Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.
21	Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
22	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021.
23	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2019-2020.
24	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la multiplication des programmes études-travail pour 2019-2020.
25	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2019-2020.
26	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la mise en place du projet de loi 10, <i>Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale</i> pour 2019-2020.
27	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, et nombre de plaintes et procédures judiciaires en suivi de l'adoption du projet de loi 33, <i>Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic.</i>
28	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2019-2020.
29	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2019-2020.
30	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2019-2020. .
31	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2018-2019.
32	Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits attitrés au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
33	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2019-2020.
34	Les crédits dédiés ainsi les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2019-2020.
35	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2019-2020.
36	Liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2019-2020.
37	Les crédits détaillés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2019-2020.
38	Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2019-2020.
39	État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2019-2020.
40	Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2019-2020.
41	Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2019-2020.
42	Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2019-2020.
43	Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour les années 2019-2020 et 2020-2021.
44	Les crédits dédiés ainsi que des copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios et projections concernant le projet pilote pour expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.
45	Les crédits alloués, nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci pour le projet pilote visant à expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.
46	Les crédits alloués, nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci pour le projet pilote visant à expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.
47	Dans le cadre du Chantier des compétences, les dépenses enregistrées, ventilées par secteur de formation, l'état du fonds, montants disponibles, méthodes de financement.
48	Dans le cadre du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) : a) les dépenses enregistrées, b) l'état du fonds, c) montant disponible, d) le nombre de parents bénéficiaires, e) le nombre d'entreprises bénéficiaires
49	À la suite de l'annonce des réductions des cotisations du Régime québécois d'assurance parentale, fournir la prévision des soldes du régime, ainsi que des analyses actuarielles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
50	Les crédits alloués à l'élaboration du projet de loi 51 : Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail.
51	Crédits alloués, ventilés par poste budgétaire, à la négociation de la convention collective de la Société québécoise du cannabis : a) Le nombre d'effectifs à temps complet.
52	Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires : a) Les dépenses juridiques ; b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés ; c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d'impacts et le plan de déploiement.
53	La liste, ainsi que les décrets modifiants des conventions collectives en 2019-2020.
54	Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.
55	Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.
56	Les crédits alloués, le nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci, ainsi que le bilan pour le projet pilote, visant à soutenir les entreprises et les travailleurs saisonniers.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

#	Demandes de renseignements particuliers de l'opposition officielle
---	--

Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

- | | |
|----|---|
| 57 | Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2019-2020 en indiquant l'état des travaux en cours. |
| 58 | Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2019-2020. |
| 59 | Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2019-2020. Fournir l'objet de la plainte. |

Bureau d'évaluation médicale (BEM)

- | | |
|----|--|
| 60 | Liste des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021. |
| 61 | Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2020-2021. |
| 62 | Nombre de dossiers au BEM pour 2019-2020. |
| 63 | Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant. |
| 64 | Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2019-2020. |
| 65 | Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la <i>Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles</i> pour 2019-2020. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité. |
| 66 | Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2019-2020. |
| 67 | Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021. |
| 68 | Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021. |
| 69 | Nombre d'avis demandés par la CNESST, même s'il n'y a pas de contestation pour 2019-2020. |

Question transférée du volet Emploi et Solidarité sociale

- | | |
|----|--|
| 70 | Concernant l'écart des prestations aux travailleurs qui ont subi une lésion professionnelle et la hausse du salaire minimum :
a) échanges;
b) analyses;
c) études;
d) avancée des travaux pour régler l'écart. |
|----|--|

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions dont les réponses en date du 31 décembre 2019 figurent sur le site internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels <https://www.mtess.gouv.qc.ca/diffusion-information/index.asp>

14. Fournir la liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer :
 - a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
15. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 :
 - a) le nom de toutes les campagnes ;
 - b) les coûts de ces campagnes ;
 - c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - d) les dates de diffusion de la campagne ;
 - e) les objectifs visés par chaque campagne.

Questions dont les réponses seront transmises par un autre ministère ou organisme

4. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère pour l'année 2019-2020. Fournir :
 - a) la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - b) la liste des membres du conseil d'administration ;
 - c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - d) leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation. (CCQ, CNESST, TAT)
5. Fournir les montants ventilés pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction :
 - a) les frais de déplacement ;
 - b) les frais de représentation ;
 - c) les frais de repas ;
 - d) les frais de voyage ;
 - e) les frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. (CCQ, CNESST, TAT)
12. Pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région. (CCQ, CNESST, TAT)
17. Le nombre d'enquêtes pour fraude ou corruption menées par la Commission de la construction du Québec 2019-2020 ainsi que la ventilation des coûts totaux engendrés par ces enquêtes et des mesures prises par la Commission. (CCQ)
22. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2019-2020. Prévisions pour 2020-2021. (Secrétariat du Conseil du trésor)
24. Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la multiplication des programmes études-travail pour 2019-2020. (Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur).
36. Les crédits dédiés ainsi que la liste des projets ou des activités, liés au Plan Nord et à la Stratégie maritime, financés à même le budget du ministère du Travail pour 2019-2020. (Société du Plan Nord)
39. État de situation concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 pour 2019-2020. (Ministère des Affaires municipale et de l'Habitation)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

Volet Travail

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Questions non pertinentes à l'Étude des crédits

48. Dans le cadre du Régime québécois d'assurance parentale (RQAP) :
 - a) les dépenses enregistrées,
 - b) l'état du fonds,
 - c) montant disponible,
 - d) le nombre de parents bénéficiaires,
 - e) le nombre d'entreprises bénéficiaires.
49. À la suite de l'annonce des réductions des cotisations du Régime québécois d'assurance parentale, fournir la prévision des soldes du régime, ainsi que des analyses actuarielles.
50. Les crédits alloués à l'élaboration du projet de loi 51 : Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :

Sommes dépensées par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Les dépenses en exploitation (informatique et technologies de l'information (TI)), pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, s'élèvent à 89 387,4 k\$ et se répartissent ainsi :

Dépenses en exploitation (k\$)	Interne	Externe	CSPQ	Total
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	26 856,4	13 016,5	45 874,7	85 747,6
Fonds des technologies de l'information	1 822,8	1 522,5	20,3	3 365,6
Fonds des biens et des services	-	190,2	26,5	216,7
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	57,5	-	57,5
Total	28 679,2	14 786,7	45 921,5	89 387,4

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, les dépenses en investissement pour le portefeuille du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale se détaillent comme suit.

Dépenses en investissement (k\$)	Interne	Externe	CSPQ	Total
Fonds des technologies de l'information	7 848,2	6 491,5	919,2	15 258,9

SOURCE : DGRFC-DFI
COLLABORATION :
VALIDATION : DGRI
DATE : 2020-06-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2019-2020, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Vous référer à l'annexe ci-jointe.

SOURCE : Direction générale de la gouvernance, de l'analyse et de la performance
COLLABORATION : BSM / SSSAS / EMPLOI-QUÉBEC / SSGRI / Secteur du Secrétariat du travail / Secteur des relations du travail / CGAP/ SDPSQ / SRE / SO
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2020-06-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02 – Annexe 01

Titre :

Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2019-2020, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques :

Les coûts liés à la participation à ces comités englobent les frais annuels de transport, d'hébergement, de repas ou de visioconférence, s'il y a lieu, pour l'ensemble des participants du Ministère. Ils sont prévus à l'intérieur des activités régulières du Ministère.

Cette liste n'inclut pas :

- les comités formés du Ministère et d'un seul autre ministère ou organisme visant la mise en œuvre d'une entente administrative;
- les comités opérationnels émanant de comités plus stratégiques;
- les conseils d'administration;
- le Conseil de gestion de l'assurance parentale, le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion, le Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le Comité Entraide.

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de pilotage - ClicSÉCUR volet Entreprises	Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d’assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l’utilisation du service ClicSÉCUR - Entreprises. Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ-DPDOS)	15	Revenu Québec, MTESS, REQ, RBQ, MFA, MDELCC, SAAQ, MAMH, AMF, SCT, OPC, CNESST, MEI, CALQ, AMP	0 \$
Comité de pilotage clicSÉCUR volet citoyens	Mandat : Soutenir les MO utilisateurs du service afin d’assurer le fonctionnement efficace et harmonieux de l’utilisation du service ClicSÉCUR - Citoyens. Principaux biens livrables : Recueillir les besoins, déterminer les priorités des travaux d'entretien, échanger sur la disponibilité du service et présenter les travaux d'évolution.	MTESS (SDPSQ_DPDOS)	9	Revenu Québec, Retraite Québec, MDELCC, MTESS, OPC, RAMQ, AMF, CALQ, Groupement des assureurs automobiles	0 \$
Comité interministériel sur la simplification des démarches administratives suite à un décès	Mandat : Simplifier les démarches administratives suite à un décès. Principaux livrables : Constat de décès et inscription, identification des liquidateurs, testament olographe, prestation de décès et de frais funéraire, solution numérique, accompagnement clientèle, administration proactive, outils de communication, amélioration des processus interne des MO et recherches testamentaires.	MTESS (DEC)	Environ 20	Bureau du coroner, Curateur public, CNESST, MJ, MTESS (DPAS), Protecteur du citoyen, Retraite Québec, Revenu Québec, SAAQ.	0 \$
Table interministérielle en amélioration continue	Mandat : Créer un espace de partage des pratiques en amélioration continue entre les divers MO. Principaux biens livrables : Partage des connaissances et d’outils, échange sur les meilleures pratiques en matière d’amélioration continue dans les ministères et organismes gouvernementaux.	MTESS (DAC) (La responsabilité est variable entre les organisations membres)	Environ 50	FADQ; MTESS; RAMQ; SAAQ; CSPQ; CNESST, MELCC; MFQ, Retraite Québec; MSP; MT; MERN; MCE; Ville de Québec	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des dirigeants de Services Québec	Mandat : Soutenir la prise de décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du comité de suivi et du premier ministre. Principaux biens livrables : Élaboration d'une vision et d'un modèle d'affaires ainsi que d'assurer leur mise en œuvre.	MTESS (SDPSQ)	20	MTESS; CSPQ; CNESST; MEI; MCC; MFA; MJQ; MEES; MERN; MAMH; MT; MCE; MELCC; MTO; RAMQ; Retraite Québec; Revenu Québec; SCT; SAAQ; SQI	0 \$
Comité de suivi de l'Entente finale Canada-Québec (EFCQ) sur le Régime Québécois d'assurance parentale	Mandat : Suivi de l'Entente finale Canada-Québec sur le Régime québécois entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec. Principaux biens livrables : Discussion sur les modifications apportées à l'un ou l'autre des programmes afin de coordonner les actions de chacun ou sur les éléments problématiques afin de trouver des solutions.	MTESS (DGRQAP) EDSC (DGPAE) Service Canada (Direction générale de Prestations de l'AE)	Entre 12 et 15 avec les professionnels et le personnel de support	MTESS; CGAP; EDSC; Service Canada	0 \$
Comité exécutif de Services Québec	Mandat : Faire le suivi et prendre les décisions appropriées pour la réussite du projet. Principaux biens livrables : Préparer les rapports d'étape pour le comité des dirigeants gouvernementaux de Services Québec destinés au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, au comité de suivi et au premier ministre.	MTESS (SDPSQ)	14	MTESS; SCT; MAMH; MEI; SCG; MJQ; RAMQ; CNESST; CSPQ; SAAQ; Revenu Québec	0 \$
Comité stratégique Zone entreprise	Mandat : Assurer le bon déroulement du projet à un niveau stratégique en regard des orientations ministérielles, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Principaux biens livrables : Recommander les demandes de modification au CGEPM, approuver le	MTESS (SDPSQ)	7	MTESS; MEI	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	plan de récupération des bénéfices et prendre acte des états de situation et approuver les recommandations.				
Comité directeur de suivi de l'entente MTESS – Revenu Québec (RQ)	Mandat : Gérer l'entente d'impartition et son évolution au niveau stratégique. Principaux biens livrables : Services technologiques, du traitement massif et d'autres services attendus de RQ au Registraire des entreprises.	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Comité des affaires du Registraire	Mandat : Assurer le suivi et la réalisation des projets découlant de l'entente d'impartition. Principaux biens livrables : Partager l'information sur le suivi et la réalisation des projets afin d'assurer la mise en œuvre de l'entente, de convenir des correctifs à apporter, le cas échéant, et communiquer l'information concernant les divers suivis requis.	MTESS (SRE)	12	MTESS; RQ	0 \$
Carrefour de l'emploi et de la formation	Mandat : Faire converger, par le biais des portails Citoyens et Entreprises, l'ensemble de l'information sur les professions, les programmes de formations, les mesures et services relatifs à l'emploi. Principaux biens livrables : Le Site Web « Carrefour de l'emploi et de la formation ».	MTESS (DGPEPMT)	15	MTESS; MEES; MELCC; SCG	0 \$
Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	Mandat : Favoriser la concertation interministérielle et conseiller le ministre sur des orientations gouvernementales reliées à l'action communautaire et l'action bénévole. Principaux biens livrables : Participation aux travaux d'élaboration du Plan d'action gouvernemental en action communautaire; échange d'information concernant les pratiques des différents MO, soutien à la production de l'État de situation	MTESS (DPLPAC)	25	MTESS; MFA; SAAQ; MEES (secteur éducation et secteur loisir et sport); MEI (secteur innovation et secteur économie); SCF; MJQ; MAMH; Secrétariat à la région métropolitaine (MAMH); SCT; SAJ (MCE); MELCC; MSP; MSSS; SA (MSSS); SAA (MCE); MRIF; OPHQ;	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	annuel, soutien à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale en action bénévole.			SRQEA (MCE) SHQ; MIFI; MFQ, MFFP, OPC; MCC	
Comité interministériel des gestionnaires en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Mandat : Assurer la gouvernance intersectorielle, la réalisation des travaux et soutenir le comité des sous-ministres adjoints. Principaux biens livrables : Contribuer à assurer la réalisation et la collaboration pour la mise en œuvre des mesures du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et l'inclusion sociale (PAGIEPS).	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ; MSP; MELCC	0 \$
Réseau des répondants interministériels en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Mandat : Maintenir active la mission gouvernementale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, collaborer à la mise en œuvre du PAGIEPS et participer au rapport d'activités annuel. Principaux biens livrables : Concertation des actions et partage d'information pour assurer la mise en œuvre du PAGIEPS.	MTESS (DPLPAC)	28	MTESS; MEES; MIFI; MFA; MAMH; MSSS; MFQ; MERN; MTQ; MEI; MAPAQ; MCC; OPHQ; SCF; MJQ; SAJ (MCE); SAA (MCE); SA (MSSS); SHQ ; MTO; RQ; MSP; MELCC.	0 \$
Comité conjoint sur la mobilité de la main-d'œuvre de l'Accord de commerce et de coopération Québec-Ontario	Mandat : Application du chapitre 6 de l'Accord. Principaux biens livrables : Travaux d'appariement par métier et production de rapports.	MTESS (DRI)	10	MTESS; OPQ; Gouvernement de l'Ontario	0 \$
Comité CPQ-MTESS	Mandat : Rencontre avec les représentants du Curateur public du Québec et le MTESS. Principaux biens livrables : Discussions permettant la mise en place de façons de faire efficaces pour les deux organisations.	MTESS CPQ	N/D	MTESS; CPQ	0 \$
Groupe de travail sur la révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs Cris	Mandat : Révision du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.	MTESS (DPAS)	5	MTESS, SAA	945 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Vise à corriger certains enjeux dans la gestion du Programme, et ce, tout en facilitant et améliorant la participation à celui-ci.				
Comité de suivi mise en œuvre et évaluation de la politique À part entière	Mandat : Effectuer le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique À part entière. Principaux biens livrables : Rédaction du bilan annuel des actions.	MTESS (DGAS) et OPHQ	3	MTESS; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	130 \$
Comité tripartite de l'amélioration de l'administration et de l'offre de l'aide au revenu des premières nations	Mandat : Informer Affaires autochtones et du Nord du Canada (AANC) et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) des différents changements à la loi et au règlement sur l'aide aux personnes et aux familles. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS)	5	AADNC; MTESS; APNQL	0 \$
Forum Justice et santé mentale	Mandat : Pour la clientèle de l'AFDR présentant un profil troubles de santé mentale/judiciarisation, effectuer les arrimages avec le MJQ et le MTESS. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DGAS)	2	MSSS; MJQ	80 \$
Comité d'évaluation interministériel du PAGIEPS	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le PAGIEPS à son évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures du plan d'action. Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, de cadres d'évaluation ou méthodologiques spécifiques à certaines mesures et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	13	MTESS; MAPAQ; MFA; MCC; MEES; MFQ; MJQ; MSSS; Revenu Québec; OPHQ; SCF; MCE; SHQ	105 \$
Comité fédéral - provincial - territorial des directeurs du soutien au revenu	Mandat : Le comité des directeurs FPT du soutien du revenu a pour objectif d'appuyer l'amélioration des politiques et des pratiques relatives aux différents	Manitoba et gouvernement fédéral	2	MTESS; représentants des autres provinces et territoires au Canada	587,29 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	programmes de soutien du revenu existants au Canada. Principaux biens livrables : En plus de permettre à la Direction générale de l'assistance sociale (DGAS) d'obtenir des informations à jour sur les programmes et les clientèles de la sécurité du revenu de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada (comparaison des barèmes, des clientèles, des lois et des règlements, biens et avoirs liquides, revenus de travail permis), la participation au comité des directeurs FPT de la sécurité du revenu permet au Ministère de respecter ses obligations, prévues lors de la rédaction de mémoires au Conseil des ministres en matière de comparaisons interprovinciales.	Direction responsable – MTESS (DPAS)			
Comité de mise en œuvre - L'accès aux documents et aux services offerts au public pour les personnes handicapées	Mandat : Favoriser la mobilisation des MO autour de la Politique et proposer des pistes de solution pour soutenir la mise en œuvre de la Politique par les MO. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPAS) et OPHQ	10	MTESS ; MCC; SCT; MFA; MT; MAMH; MSSS; MEES	400 \$
Comité directeur sur les activités socioprofessionnelles et communautaires	Mandat : Soutenir et encadrer les travaux portant sur le développement d'une vision commune entre les ministères sur les besoins des personnes ayant une déficience et leur famille, sur les trajectoires de services ainsi que sur le partage des rôles et responsabilités, notamment par l'adoption d'un cadre de référence national MTESS-MSSS dans une perspective de complémentarité. Principaux biens livrables : Produire un document sur une vision commune.	MTESS	7 (2 du MTESS et 5 des autres ministères)	MTESS; MSSS; MEES (DAS et DEAFIC); MFA; MT	150 \$
Comité interministériel Transition de l'école vers la vie active (TEVA)	Mandat : Élaborer un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser	MTESS (DPES)	12	MTESS; MEES; MSSS; MFA; MT; OPHQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	une démarche de transition de l'école vers la vie active. Principaux biens livrables : Guide de soutien sur la TEVA.				
Comité conjoint Canada - Québec Entente de mise en œuvre relative au marché du travail (CCC-Q)	Mandat : Faciliter la mise en œuvre et le suivi des dispositions de nature permanente de l'entente de mise en œuvre et de l'entente de principe. Principaux biens livrables : Tous travaux nécessaires pour la bonne marche du suivi et de la mise en œuvre de l'entente.	MTESS (DGPEPMT) coprésidence au CCC-Q pour le Québec	10	MTESS; SC; EDSC	0 \$
Comité de pilotage et de suivi du Rendez-vous national sur la main-d'œuvre	Mandat : Donner son avis au ministre sur l'identification des enjeux, des orientations, des thématiques et des actions à privilégier dans la Stratégie. Principaux biens livrables : Déterminer les propositions et les enjeux qui feront partie de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre.	MTESS MEES	16	CPQ; FCEI; FCCQ; MEQ; RJCCQ; CSD; CSQ; CSN; FTQ; MTESS; MEES; CPMT	0 \$
Comité de suivi - Etude du Plan Nord du MEES	Mandat : Dresser un portrait de la situation au nord du 49° parallèle, notamment sur les besoins en main-d'œuvre et en formation professionnelle, collégiale et universitaire. Principaux biens livrables : Devis de recherche et appel d'offre, sélection de la firme, revue de littérature, recherche documentaire et analyse de type benchmark, entrevues auprès d'entreprises et d'intervenants stratégiques.	MTESS (DPES et DMSEP)	N/D	MTESS; MIFI	0 \$
Comité de travail MIFI-MTESS sur le mécanisme de suivi de l'intégration des personnes immigrantes	Mandat : Travailler conjointement à l'élaboration d'un mécanisme de suivi et suivre régulièrement l'intégration économique des personnes immigrantes	MTESS (DR)	5	MIFI; MTESS	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	nouvellement arrivées une fois le mécanisme mis en œuvre. Principaux biens livrables : Mettre en œuvre un mécanisme de suivi : Exploitation des données du recensement 2016 et de l'EPA, mettre en place une enquête sur l'intégration au marché du travail des personnes immigrantes nouvellement arrivées.				
Comité directeur MIFI - MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	Co-présidé MIFI-MTESS	6 à 7	MTESS; MIFI	0 \$
Comité interministériel sur la Stratégie nationale pour l'intégration et le maintien en emploi des personnes handicapées 2018-2022	Mandat : Susciter des engagements gouvernementaux et s'assurer de la cohérence entre les différents engagements des MO. Principaux biens livrables : Détermination d'engagements gouvernementaux, par les MO.	MTESS (DPES)	7	MSSS; MTESS; MEES; SCT; OPHQ	0 \$
Comité interministériel en adéquation formation emploi (SMA)	Mandat : Soutenir l'Assemblée délibérante de la CPMT dans l'établissement du portrait du marché du travail. Déterminer les orientations en matière d'adéquation formation emploi. Principaux biens livrables : Plan gouvernemental en AFE.	Coprésidé par les SMA du MEES et du MTESS (SMA-EQ)	5	MTESS; MIFI; MEI; MEES	0 \$
Comité interministériel MIFI/MESS sur la régionalisation de l'immigration	Mandat : Préciser les rôles, les responsabilités, les actions respectives et les actions communes du MIFI et d'Emploi-Québec dans le dossier de l'immigration en région et identifier les bonnes pratiques. Principaux biens livrables : Plan de travail 2017-2019.	MTESS (DPES)	Entre 4 et 6	MTESS; MIFI	0 \$
Comité stratégique en adéquation formation emploi	Mandat : Soutenir le comité interministériel, suivre la mise en œuvre des mesures du plan d'action concertée	MTESS (BSMA-EQ)	10	MIFI; MEI; MEES; CCQ; CPMT	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	<p>en AFCE (adéquation formation-compétences-emploi) et superviser la mise en œuvre du processus décisionnel.</p> <p>Principaux biens livrables : Assurer la coordination des ministères en matière d'adéquation formation-emploi.</p>				
Groupe de travail Canada - Québec sur le Repérage, la Référence et la Rétroaction des prestataires d'assurance-emploi (PAE)	<p>Mandat : Assurer la coordination de la mise en place du dispositif de repérage pour la clientèle prestataire de l'assurance-emploi CRHC/CLE.</p> <p>Principaux biens livrables : Faire rapport aux membres du comité conjoint Canada-Québec concernant les ententes convenues CRHC/CLE en ce qui a trait à l'application du dispositif de repérage.</p>	MTESS (EQ, DGMSE) - Responsable du Groupe de travail pour le Québec au CCC-Q	10	MTESS; SC	0 \$
Groupe de travail conjoint Canada - Québec sur le Service national de placement	<p>Mandat : Dans le cadre de son mandat, le Comité conjoint Canada-Québec doit notamment s'assurer que les mécanismes d'interrelation entre les services d'emploi du Québec et d'assurance-emploi du Canada.</p> <p>Principaux biens livrables : Échanges à partir d'états de situation et arrimage mutuel.</p>	MTESS (DMSEP) - Coprésidence	5 à 8	MTESS; SC; EDSC	0 \$
Table de concertation sur l'adéquation formation-emploi - secteur de l'aluminium	<p>Mandat : Favoriser une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi dans ce secteur composé de producteurs, de transformateurs et d'équipementiers.</p> <p>Principaux biens livrables : Diagnostic sectoriel de l'adéquation formation-emploi dans les industries des secteurs de la première, deuxième et troisième transformation ainsi que dans les secteurs des équipementiers et des fournisseurs spécialisés. Les recommandations serviront de trame aux travaux de la Table au cours des prochaines années.</p>	MTESS (Direction régionale de Services Québec du Saguenay-Lac-St-Jean)	12	MTESS; MEES; MEI; CSMO-M; PERFORM; Cégep Jonquière; École polytechnique de Montréal; Centre de formation professionnelle Qualitech; ceal-aluquebec.com	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité des sous-ministres MIFI et du MTESS	Mandat : Échanges sur les dossiers communs (Intégration et sélection). Principaux biens livrables : Suivi des travaux.	MTESS (BSM)	5	MIFI; MTESS	0 \$
Comité interministériel MIFI- MTESS sur la stratégie d'action spécifique pour une offre de services adaptée aux personnes réfugiées ou en situation semblable	Mandat : Rédaction d'une stratégie d'action spécifique pour les personnes réfugiées. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPES)	12	MIFI; MSSS; MEES; MTESS; MFA, SHQ	0 \$
Groupe de travail sur le Protocole portant sur les interrelations entre EQ et Service Canada dans le cadre de l'Entente Canada - Québec relative au marché du travail	Mandat : Arrimer les pratiques opérationnelles entre les deux parties aux fins du respect des obligations convenues dans le protocole. Principaux biens livrables : Les 17 Directions régionales doivent tenir au moins une rencontre bipartite et en faire rapport. Certaines en tiennent deux. De ces rapports, un bilan de liaison continue annuel est produit.	MTESS (DGMSE et DGPPMT)	19	17 Directions régionales; MTESS, Service Canada	0 \$
Comité MIFI-MTESS Guichet gouvernemental unifié d'accès aux services de francisation (GUF) à temps complet	Mandat : Mise en œuvre du GUF afin de centraliser, standardiser et faciliter l'accès aux services de francisation et d'améliorer l'expérience client et le suivi de la clientèle. Principaux biens livrables : Première phase du GUF en cours pour toute personne de 16 ans ou plus née hors Canada et ayant un besoin de francisation à temps complet.	MTESS (DPDOS)	15 à 18	MTESS, MIFI, MEES	0 \$
Groupe de travail MIFI-MTESS concernant la révision du Protocole d'entente sur les services de francisation des immigrants de 1999 et de l'Entente opérationnelles cadre	Mandat : En collaboration avec le MIFI, revoir les rôles et responsabilités de chacun des ministères en matière de francisation des personnes immigrantes et les modalités de mise en œuvre du Protocole.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI) et MIFI	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
sur la francisation des immigrants et des immigrantes	Principaux biens livrables : Travaux en mode bilatéral. Présentation d'un projet d'entente aux gestionnaires des deux ministères et validation pour signature par les deux parties.				
Comité d'implantation des services du MIFI et du PAP dans les Bureaux Services Québec	Mandat : En trois phases, planifier et actualiser l'implantation des services du MIFI (dont ceux du PAP) dans les Bureaux services Québec en élaborant des consignes opérationnelles, établissant le moyen de communication le plus pertinent et permettant la reddition de compte.	MTESS (DGMSE)	7	MTESS (DIIPS, DMSI, SPS, DPSQ) et MIFI	0 \$
Comité d'élaboration du Parcours d'accompagnement personnalisé (PAP) du MIFI	Mandat : Collaborer à l'élaboration et à la validation des orientations afin de positionner le PAP en complémentarité avec les services publics d'emploi. Principaux livrables : Arbre décisionnel et distinction des rôles.	MTESS (DMSI)	5	MTESS (DMSI, DPES, DRE) et MIFI	0 \$
Groupe de travail sur la déclaration d'intérêt (DI) MIFI-MTESS	Mandat : En collaboration avec le MIFI, mettre en place la DI. Principaux biens livrables : Collaboration par l'information sur le marché du travail.	MTESS (DAIMT)	8	MIFI; MTESS	0 \$
Comité Chaire de recherche sur l'intégration et des diversités en emploi	Mandat : Conseiller le Titulaire de recherche sur le suivi des objectifs, évaluer l'évolution de la Chaire, suggérer des améliorations ou de nouvelles orientations et aider à mettre en valeur les résultats de la recherche effectuée par la Chaire. Principaux biens livrables : S.O.	MTESS (DPES)	8	Université Laval; MTESS; MIFI	0 \$
Comité directeur du guichet unifié en reconnaissance des acquis et des compétences	Mandat : Clarifier les démarches en matière de RC, informer toute partie prenante sur les dispositifs de reconnaissance au Québec et informer et aiguiller la clientèle du parcours de RC le mieux adapté.	MTESS (DMSI)	8	MIDI; MTESS; OPQ; MEES	0 \$

Nom du comité interministériel	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux biens livrables : Développement d'un portail web regroupant les informations sur les services en RAC.				
Comité opération entreprises Québec	Mandat : Recenser les problématique de mise en œuvre et y apporter des solutions concrètes et ce, dans le but d'assurer un service de qualité. Principaux biens livrables : À la lumière du processus de traitement des demandes des entreprises, s'assurer qu'elles soient prises et répondues dans les délais requis.	MTESS (DMSEP)	4	MTESS; MEI	100 \$
Comité consultatif conjoint de Services Québec et Service Canada	Mandat : Créer un espace de partage des pratiques et des projets des deux organisations. Principaux livrables : Faire connaître les différentes initiatives existantes. Identifier les opportunités de collaboration. Démonstrations pratiques et théoriques des concepts, des projets et des outils.	MTESS (SDPSQ)	6	MTESS; Service Canada	0 \$
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Mandat : Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	0 \$
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouv. Québec et le gouv. Ontario sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences	Mandat : Surveiller l'application de l'Entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs et l'accès aux chantiers de construction ainsi que traiter toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	2	MTESS; Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Production d'un rapport quinquennal sur le suivi de l'Entente.				
Comité directeur Accès-construction	Mandat : Lutter contre l'évasion fiscale dans le secteur de la construction. Il est coordonné par le MTESS (SSTRAV). Il relève d'un comité stratégique qui est coordonné par le ministère des Finances. Principaux biens livrables : Repositionnement du comité; Élaboration d'outils; Mise en place d'un extranet, divers projets technologique; Échange d'information visant à lutter contre l'économie souterraine.	MTESS (STRAV)	3	MTESS; Revenu Québec; CCQ; RBQ; DPCP; MFQ; CNESST	0 \$
Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés	Mandat : Assurer la protection des travailleurs temporaires peu spécialisés recrutés à l'étranger par la mise en place de mécanismes d'information et de soutien. Principaux biens livrables : Échange sur les enjeux et rédaction d'états de situation et des avis incluant des recommandations.	MTESS (STRAV)	3	MTESS; MIFI; MAPAQ; MRIF; CNESST; CDPDJ	0 \$
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	Mandat : Revoir la méthodologie de détermination des impacts du salaire minimum, réviser et donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum. Principaux biens livrables : Donner son avis annuel sur l'évolution du salaire minimum.	MTESS (STRAV)	5	MTESS; MFQ; CNESST; SCF; SCT; MEI	0 \$
Comité sur les disparités de traitement	Mandat : Définir des scénarios de modification législative permettant d'éliminer les disparités de traitement existantes et documenter les impacts potentiels des scénarios définis. Principaux biens livrables : Scénarios	MTESS (STRAV)	7	MFQ; Retraite-Québec; MEI	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre Québec et Terre-Neuve et Labrador sur la mobilité de la main d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle	Mandat : Suivre l'évolution, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et l'accès aux travaux de construction et traiter de toute autre question pertinente. Principaux biens livrables : Rencontre au besoin afin de régler les problèmes d'application de l'Entente.	MTESS (STRAV)	7	MTESS; Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve- et-Labrador	0 \$
Comité d'arrimage des réalisations SIAF	Mandat : Effectuer les arrimages requis entre les différents chantiers, apporter à l'attention du chef de projet les problématiques soulevées et proposer des pistes de solutions. Principaux biens livrables : Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.	MTESS (SRE)	8	MTESS; MSP; CRPQ; SQ	0 \$
Comité de suivi, d'intégration et de surveillance de projet SIAF	Mandat : Suivre les travaux et l'échéancier, traiter les problématiques, gérer les risques du projet, les enjeux rencontrés et proposer des solutions. Principaux biens livrables : Un tableau de suivis, une planification des travaux de même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.	MTESS (SRE)	11	MTESS; MSP; CRPQ	0 \$
Comité directeur du projet SIAF	Mandat : Assurer le suivi et l'encadrement du projet en regard des orientations du Comité stratégique, de la portée, des coûts et de l'échéancier approuvés du projet. Principaux biens livrables : Un tableau de suivis et de décisions, un rapport d'avancement aux fins de reddition de compte (suivi des coûts, gestion des risques, demandes de changements, état de situation des chantiers, etc.) de	MTESS (SRE)	10	MTESS; MSP	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	même que des ordres du jour et comptes rendus accompagnent le comité sur une base régulière.				
Comité directeur du projet APSFS	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet relatif à la mise en place du Registre des arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (APSFS). Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (SRE)	6	MTESS, Office de la protection du consommateur	0 \$
Comité directeur du projet ORDRE	Mandat : Veiller au bon déroulement du projet visant la mise en place d'un outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) aussi appelé Bureau de l'enquêteur. Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.	MTESS (SRE)	5	MTESS, Revenu Québec, Commission de la construction du Québec (représentant des utilisateurs)	0 \$
Comité des utilisateurs du projet ORDRE	Mandat : Quérir l'opinion des futurs utilisateurs afin que l'outil de recherche sur les données du registre des entreprises (ORDRE) réponde à leurs besoins. Principaux livrable : Avis, essais, arrimages fonctionnels avec les environnements des ministères et des organismes, collaboration à la gestion du changement (communication interne et formation).	MTESS (SRE)	25	MTESS, Hydro Québec, Sûreté du Québec, Commissaire au lobbying, Commission de la construction du Québec, Autorité des marchés financiers, Commission des normes, de l'éthique, de la santé et de la sécurité au travail, Régie du bâtiment, Revenu Québec, Service de police de la ville de	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
				Montréal, Unité permanente anti-corruption, ministère de la Sécurité publique, Autorité des marchés publics.	
Comité directeur du projet Coop	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement du projet relatif au transfert des activités du registre des coopératives au MTESS.</p> <p>Principaux livrables : Suivi des travaux notamment au regard du respect de la portée, des budgets et des échéanciers établis et réaliser des interventions pour permettre de dénouer les difficultés rencontrées en cours de projet.</p>	MTESS (SRE)	5	MTESS, ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI)	30 \$ (déplacement)
Comité interministériel sur la simplification des démarches administratives à la suite d'un décès – Chantier 2 sur les liquidateurs de succession	<p>Mandat : Dans le cadre des travaux, sous la gouverne de Services Québec, prendre en charge le chantier responsable d'examiner les options possibles concernant l'identification des liquidateurs de succession.</p> <p>Principaux livrables : Documentation sur la situation actuelle, les besoins d'affaires et les pistes de solution afin de formuler une recommandation.</p>	MTESS (SRE)	21	MTESS, CNESST, Curateur public, ministère de la Justice, Retraite Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Revenu Québec	30 \$ (déplacement)
Comité directeur du projet MRAS (Multi-Registry Access Service)	<p>Mandat : Veiller au bon déroulement du projet, informer et prendre des décisions concernant les enjeux du projet.</p> <p>Principaux biens livrables : Registre des points de suivi et tableau d'avancement du projet (incluant suivi budgétaire).</p>	MTESS (SRE)	4	MTESS; RQ	0 \$
Comité de suivi interministériel du Plan d'action gouvernemental	<p>Mandat : Identifier et mettre en œuvre des mesures visant à lutter contre l'homophobie et la transphobie.</p>	MTESS (SRE)	15	MJQ, MTESS, MEES, MFA, MIDI, MSSS, MSP, MAMOT, SAJ, SAA, SCF, MSP	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
de lutte contre l'homophobie 2017-2022	Principaux livrables : Élaboration d'un plan d'action; participation à la mise en œuvre; reddition de comptes sur les actions réalisées; bilan quinquennal.				
Comité interministériel de réalisation sur l'évaluation des risques de fraude associés à l'émission de documents officiels	Mandat : Coordonner la réalisation des travaux demandés par le Comité interministériel des hauts dirigeants en matière d'évaluation des risques de fraude associés à la délivrance de documents. Principaux livrables : Améliorer, le cas échéant, les méthodes d'enquête Identifier les besoins des ministères et organismes québécois en termes d'échanges d'information avec les MO du fédéral et des autres provinces.	MTESS (SRE)	19	RAMQ, MTESS, MIDI, SAAQ, Retraite Québec, RQ, MEES, SCT	0 \$
Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	Mandat : Favoriser l'évolution et le développement des états civils, contribuer aux échanges d'information sur les statistiques de l'état civil entre les provinces et le gouvernement canadien. Principaux livrables : Les travaux à réaliser sont évolutifs dans le temps. Actuellement, un sous-groupe a été mis en place pour développer les échanges de renseignements d'état civil entre les provinces et les territoires.	MTESS (SRE)	23	MTESS, ISQ, Statistiques Canada, Représentants des gouvernements provinciaux et des territoires	1 000 \$
Forum permanent sur les opérations d'enquête en matière de fraude envers l'État	Mandat : Favoriser le partage d'information, d'expertise et de bonnes pratiques entre les MO membres sur les stratagèmes de fraude et les procédés d'enquête. Principaux livrables : Conseiller les décideurs sur les modifications législatives, réglementaires et politiques permettant de lutter plus efficacement contre la fraude envers l'État.	MTESS (SRE)	21	MSP, MTESS, H-Q, Retraite Québec, MIDI, CNESST, RAMQ, RQ, SAAQ, SQ	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les avis de décès	Mandat : Améliorer la rapidité de l'inscription des décès et sa notification aux autres MO de même que l'expérience de service des citoyens confrontés à la mort d'un proche. Principaux livrables : Échange sur les meilleures pratiques des provinces participantes et identification de pistes d'amélioration en réponse au mandat.	MTESS (SRE)	22	MTESS, Service Canada, Représentants du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux	0 \$
Comité d'évaluation des interventions gouvernementales en faveur de l'équilibre du marché du travail 2018-2023	Mandat : Le mandat est d'assurer la participation des différents MO engagés dans le Plan d'action sur la main-d'œuvre ou la Stratégie nationale sur la main- d'œuvre 2018-2023 à leur évaluation et de recenser et partager les évaluations des mesures des plans d'action. Principaux biens livrables : Production d'un cadre de suivi et d'évaluation préliminaire, du cadre d'évaluation global du plan d'action et réalisation de l'évaluation.	MTESS (DE)	12	MTESS, MAPAQ, MCC, MEÉS, MIFI, MFQ, MSS, SCF, CCQ, SCT	0 \$
Comité stratégique du Guichet unifié de francisation	Mandat : Assurer le suivi du projet qui vise à mettre en place un guichet de francisation à temps complet dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le MIFI. Le MTESS et le MÉES sont maîtres d'œuvre de la solution. Les membres du comité stratégique doivent s'assurer du respect des orientations, de la portée, des coûts et de l'échéancier. Principaux biens livrables : Dossier d'affaires.	MTESS (SDPSQ)	3	MÉES, MIFI, MTESS (EQ, SDPSQ, SGGRI)	0 \$
Comité directeur sur la simplification des démarches dans le cadre du décès d'un proche	Mandat : Services Québec a le mandat d'offrir aux citoyens et aux entreprises un guichet multiservice visant à faciliter la prestation de service gouvernementale. Il s'agit de proposer au gouvernement des mesures concrètes permettant de réduire le nombre de démarches administratives,	MTESS (SDPSQ- DPDOS)	10	MTESS (incluant le SRE) MSSS, MJQ, Revenu Québec, Retraite Québec, SAAQ, CNESST, Curateur public, Bureau du coroner, Protecteur du citoyen	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	mieux arrimer les services sollicités, diminuer les délais de traitement et les envois postaux, mieux accompagner les citoyens et faire évoluer les démarches vers une approche « Dites-le une seule fois ». Principaux livrables : La mise en place de neuf chantiers de travail permettra d'identifier des pistes de solutions concrètes.				
Comité directeur PerLE	Mandat : Assurer le bon fonctionnement et le développement du service PerLE au niveau canadien et des provinces. Déterminer les priorités concernant le développement du service. Principaux livrables : Rencontre téléphonique afin d'assurer le suivi et le développement du service PerLE. Prise de décisions concernant l'utilisation des Fonds fédéraux disponibles et de l'évolution du service.	MTESS (SPDSQ)	20	Représentants de toutes les provinces canadiennes et de la réserve d'Akwesasne	0 \$
Comité interministériel en allègement réglementaire concernant le commerce de détail	Mandat : Déterminer les actions afin de réduire le fardeau administratif de l'industrie du commerce de détail en réponse à la mesure 2 du Plan d'action en allègement réglementaire et administratif concernant le commerce de détail sous la responsabilité du MEI. Principaux livrables : Travaux et interventions visant l'allègement réglementaire et administratif par la mise en place d'un projet pilote concernant les dépanneurs et petits marchands d'alimentation afin de réduire leur fardeau administratif.	MTESS (SPDSQ)	20	MAPAQ, RACJ, RQ, CNESST, MTESS, MCC, RBQ, MEI, MELCC, MEFP et les représentants de l'industrie du commerce de détail	0 \$
Comité conjoint pour le développement de la Station nouveau départ	Mandat : Regrouper les services du MTESS, du MIFI et de la Ville de Montréal afin d'offrir des services intégrés aux nouveaux arrivants.	MTESS (SDPSQ)	7	MTESS, MIFI, Ville de Montréal	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
	Principaux livrables : Mise en place du bureau du centre-ville de Montréal.				
Comité opérationnel des partenaires d'Entreprises Québec	Mandat : Veiller au bon déroulement du partenariat avec Entreprises Québec et informer les partenaires des développements d'Entreprises Québec et de la Zone entreprise. Principaux livrables : Avis sur les différents éléments du développement des services d'Entreprises Québec, des stratégies de communication et de collaboration entre les partenaires.	MTESS (SPDSQ)	24	MTESS, Info-Entrepreneurs, Investissement Québec, MIFI, MEI, SPN, CRIQ-BNQ, CTEQ, Ressources Entreprises, MTO, Québec Innove, CPMT	0 \$
Centre d'expertise des grands organismes (CEGO)	Le CEGO a pour mission de favoriser l'amélioration des services aux citoyens en soutenant les organismes membres. Mandats : <ul style="list-style-type: none"> Faciliter le partage d'information et la concertation sur les stratégies et les moyens permettant d'améliorer la prestation de services aux citoyens; Diffuser les meilleures pratiques au sein des grands organismes et de l'appareil gouvernemental. 	MTESS (SO)	6	Revenu Québec, CNESST, RAMQ, Retraite Québec, SAAQ, MTESS	0 \$
Comité directeur - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d'œuvre	Mandat : Déployer un ensemble d'actions gouvernementales cohérentes et concertées qui auront pour effet, à court, moyen et long terme de permettre aux entreprises et aux organisations du secteur public de disposer de la main-d'œuvre dont ils ont besoin pour mener avec succès leurs activités et ainsi soutenir la prospérité du Québec.	MTESS (BSM)	12	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$

Nom du comité <u>interministériel</u>	Mandat du comité et principaux biens livrables	Direction responsable	Nombre total de personnes participantes	Provenance des personnes participantes (nom des directions)	Coût de participation MTESS
Comité de coordination - Intervention gouvernementale en matière de lutte à la rareté de main-d’œuvre	Mandat : Assurer les arrimages nécessaires au chapitre des interventions et services des différents ministères et partenaires impliqués. Principaux livrables : Identifier un ensemble d’actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d’œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu de l’évolution du nombre de postes vacants, des besoins futurs de main-d’œuvre essentiels au soutien des projets et des stratégies sectorielles et de l’effet des actions mises en place.	MTESS (SMA)	15	MTESS, MCE, MIFI, MEI, MEES, MRIF	0 \$
Comité – chantier de l’intégration en emploi des personnes faisant partie des groupes sous-représentés sur le marché du travail	Mandat : Recenser les préoccupations, enjeux et besoins futurs de la main-d’œuvre. Identifier les leviers disponibles pour agir efficacement sur les causes et les conséquences de la rareté de main-d’œuvre. Principaux livrables : Identifier des actions pertinentes pour atténuer les effets de la rareté de main-d’œuvre. Mettre en place un mécanisme de suivi continu.	MTESS (SEQ)	12	MTESS (BSMAEQ, DGAS, DGPEPMT, DPES, DGMSE, DMSEP), MFQ	0 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-03

Titre :
Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relèvent en 2019-2020 et comparaison avec les cinq années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques :			
Au 25 mars 2020, le Ministère compte 1 323 employés occasionnels, ce qui représente 20,24 % de son effectif (6 536 effectifs réguliers et occasionnels).			
Portrait des unités centrales			
Unités centrales		2019-2020 (au 25 mars 2020)	
		Nombre	%
BSM	Bureau de la sous-ministre	2	0.2
	Unités relevant de la sous-ministre	4	0.3
ST	Secteur du travail	15	1.1
CPMT	Commission des partenaires du marché du travail	1	0.1
SDPSQ	Secteur du développement et des partenariats de Services Québec	40	3.0
SSSAS	Secteur de la solidarité sociale et de l'analyse stratégique	6	0.5
SSGRI	Secteur des services à la gestion et des ressources informationnelles	43	3.3
SRE	Secteur des registres de l'État	77	5.8
SEQ	Secteur d'Emploi-Québec	17	1.3
SO	Secteur des opérations – unités centrales ¹	133	10.0
Total		338	25,5
Portrait des unités régionales, locales et opérations centralisées			
Région administrative de travail		2019-2020 (au 25 mars 2020)	
		Nombre	%
01. Bas-Saint-Laurent		24	1.8
02. Saguenay - Lac-Saint-Jean		58	4.4
03. Capitale-Nationale		66	5.0
04. Mauricie		29	2.2
05. Estrie		51	3.9
06. Montréal		278	21.0
07. Outaouais		73	5.5
08. Abitibi-Témiscamingue		32	2.4
09. Côte-Nord		11	0.8
10. Nord-du-Québec		13	1.0
11. Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine		17	1.3
12. Chaudière-Appalaches		41	3.1
13. Laval		23	1.7
14. Lanaudière		57	4.3
15. Laurentides		60	4.5
16. Montérégie		126	9.5
17. Centre-du-Québec		26	2.0
Total Unités régionales, locales et opérations centralisées		985	74,5
Total Ministère, volet Emploi et Solidarité sociale		1 323	100,0
¹ Les unités centrales du Secteur des opérations (SO) incluent la Direction générale des services téléphoniques.			
Parmi les 312 recrutements réguliers effectués en 2019-2020, 221 occasionnels ont obtenu un statut d'employé temporaire, représentant 70,8 % des recrutements.			

SOURCE : DGRH
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2020-05-28

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-06

Titre :

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2019-2020 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que pour chaque organisme qui en relève. Fournir :

- a) la liste complète en indiquant les coûts;
- b) le sujet;
- c) le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis;
- d) la date de réception.

Exposé et statistiques :

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu avec un avocat ou un notaire de la pratique privée sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées¹.

¹ Protection des avis juridiques des ministères et des organismes :

Avis juridiques internes d'un ministère

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le juriconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2019-2020 dans le cadre de l'Étude des crédits.

Avis juridiques internes d'un organisme

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

Avis juridiques externes

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre

DATE : 2020-06-08

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-07

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
- d) la liste des concours qui ont pris fin.

Exposé et statistiques :

Aucun concours ni aucun tirage n'a été réalisé en 2019-2020.

SOURCE : Direction des communications

COLLABORATION : Tous les BSMA

VALIDATION : DGRFC

DATE : 6 juillet 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-08

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2019-2020 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes;
- d) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées;
- e) le montant total des sommes investies en veille médiatique au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En date du 31 mars 2020 :

- a) Les employés de la Direction des communications relèvent du ministère du Conseil exécutif : 0 pour le MTESS

Du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020 :

- b) 3 250 292 \$
- c) Non disponible
- d) et e) Veille médiatique pour le Ministère et les cabinets : 118 864,80 \$
 - I.C.I Influence communications inc. : 108 477,78 \$
 - Référence média : 2 750,00 \$
 - Entreprises Presse canadienne : 7 162,80 \$
 - CSPQ : 474,22 \$

Les sujets concernent ce qui touche à la mission du Ministère.

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : CGAP et DGDMO
VALIDATION : DGRFC
DATE : 21 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2019-2020 :

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la question 11 du volet Emploi et Solidarité sociale.

SOURCE :	Direction de l'analyse et de l'information de gestion, 19 mai 2020
COLLABORATION :	Direction générale de la solidarité sociale et de l'action communautaire, 2 juin 2020
VALIDATION :	
DATE :	4 juin 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2018-2019 et 2019-2020, l'âge des créances et les moyens entrepris pour les recouvrer. Prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le solde du compte débiteur du Ministère au 31 mars 2020 s'élève à 819,6 M\$.

**Répartition du solde du compte débiteur du Ministère
selon l'âge des comptes (en millions de dollars)**

	2019-2020
0 à 6 mois	75,2
6 à 12 mois	53,6
12 à 24 mois	89,0
24 à 36 mois	71,8
36 mois et plus	530,0
Total	819,6

Moyens utilisés pour effectuer le recouvrement

Les moyens utilisés sont le recouvrement par le personnel et le recouvrement automatisé.

i) Recouvrement effectué par le personnel

Il s'agit :

- des ententes de remboursement négociées avec des personnes qui ne sont plus prestataires des programmes du Ministère, tenant compte à la fois de la capacité de payer de la personne débitrice (LAPF) et des montants prévus au règlement;
- des procédures judiciaires confiées à la Direction des affaires juridiques, notamment les saisies de salaire et d'avoir liquide, les hypothèques légales, ainsi que les saisies de biens.

ii) Recouvrement automatisé

Il s'agit principalement :

- des retenues sur les sommes versées par le Ministère;
- des retenues qu'effectue Revenu Québec sur les remboursements d'impôt et sur le crédit d'impôt pour solidarité.

SOURCE : Direction du Centre de recouvrement - SSGRI

COLLABORATION :

VALIDATION : SSGRI

DATE : 19 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Liste et copie de toutes les recherches commandées en 2019-2020 en incluant les coûts et les appels d'offres.

Exposé et statistiques :

Le volet Travail du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale n'a commandé aucune recherche en 2019-2020.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS D'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2019-2020. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques :

Veillez vous référer à la question 8 des renseignements généraux.

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : SRE, ST, BEM
VALIDATION :
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Pour les conflits de travail recensés au Québec par le ministère du Travail, fournir pour l'année 2019-2020:

- a) le nombre de conflits de travail;
- b) la chronologie des actions prises;
- c) la durée moyenne de ces conflits;
- d) le nombre de demandes de médiation;
- e) le nombre de médiateurs nommés par le ministère;
- f) les antécédents professionnels de ces médiateurs (carrière syndicale, patronale, fonctionnaire, professeur, avocat patronal/syndical);
- g) l'initiateur de la demande de médiation (syndical ou patronal ou autre);
- h) les coûts engendrés par ces demandes de médiation.

Exposé et statistiques :

	2019-2020
a) Nombre d'arrêts de travail (conflits)	73*
b) Chronologie des actions prises	Voir la fiche T3RP16
c) Durée moyenne de ces arrêts de travail (conflits)	28,2 jours ouvrables 52,6 jours calendrier
d) Nombre de demandes de médiation-conciliation dans les dossiers avec arrêts de travail	58
e) Nombre de médiateurs-conciliateurs nommés par le Ministère dans les dossiers avec arrêts de travail	17

*Dont 4 de compétence fédérale.

f) Antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec arrêts de travail (en %)

Année	Syndical	Patronal	Autres
2019-2020	29 % (Global ¹ : 41 %)	57 % (Global : 48 %)	14 % (Global : 11 %)

L'expérience des médiateurs-conciliateurs est extrêmement variée. Pour plusieurs, ils cumulent de l'expérience autant du côté patronal que syndical. Quelle que soit leur expérience, médiateurs sont tenus d'exercer leurs professions en toute impartialité, tel que mentionné dans le Code d'éthique des médiateurs-conciliateurs².

g) Initiateur de la demande de médiation

Année	Syndical	Patronal	Demande conjointe ou nomination du Ministère
2019-2020	20	31	7

h) Les coûts engendrés par ces demandes de médiation

Inclus dans les dépenses globales de la Direction de la médiation, de la conciliation et en relations du travail du Secteur du travail.

¹ La notion de «global» réfère aux antécédents professionnels de l'ensemble des médiateurs-conciliateurs du Secteur du travail, et non seulement, aux antécédents professionnels des médiateurs-conciliateurs impliqués dans les dossiers avec des arrêts de travail.

² https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/code_travail/code_ethique.pdf

SOURCE : Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale –
Secteur du travail (ST)
COLLABORATION : Direction de l'information sur le travail (DIT) – ST
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

RP-18

Titre :

Coût de la tournée la « Grande Corvée » du ministre. Frais de déplacement, location de salle, repas, production de document, matériel multimédia, ressources du cabinet qui accompagnent le ministre.

Exposé et statistiques :

L'ensemble des dépenses listées ci-dessous concerne la tournée du Québec *En action pour la main-d'œuvre*. Le ministre a rencontré des partenaires et intervenants du marché du travail pour connaître les besoins des partenaires du marché du travail de l'ensemble des régions du Québec dans un contexte de rareté de la main-d'œuvre. Les discussions qui ont eu lieu lors de la tournée ont permis de mettre en œuvre des solutions adaptées et d'élaborer le Plan d'action pour la main-d'œuvre, que le ministre a lancé le 23 septembre 2019.

Région de la Chaudière-Appalaches (Saint-Georges) – 5 avril 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	1 539,00 \$
Location d'une salle	550,00 \$
Repas	278,27 \$
Kilométrage et essence	685,04 \$
Stationnement	14,06 \$
Hébergement	274,33 \$
Location d'une voiture	53,00 \$
Total	3 393,70 \$

Région de la Côte-Nord (Sept-Îles) – 15 avril 2019 (Événement annulé en raison des mauvaises conditions climatiques)	
Type de dépenses	Coût
Logistique	285,00 \$
Repas	159,97 \$
Essence	67,21 \$
Hébergement	533,12 \$
Location d'une voiture	156,00 \$
Billets d'avion	2 115,65 \$
Total	3 316,95 \$

Région de l'Estrie (Sherbrooke) – 6 mai 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	1 613,00 \$
Location d'une salle	576,98 \$
Repas	182,08 \$
Kilométrage et essence	272,76 \$
Stationnement	2,72 \$
Hébergement	786,36 \$
Taxi	28,29 \$
Location d'une voiture	111,35 \$
Autocars Orléans Express	52,24 \$
Photographe	500,00 \$
Photocopies	13,25 \$

Total		4 139,03 \$
--------------	--	--------------------

Rencontre des partenaires du ministre dans le cadre de la Tournée (Montréal) - 23 mai 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	2 820,44 \$
Repas	259,21 \$
Stationnement	141,47 \$
Hébergement	356,67 \$
Autobus Orléans Express	65,54 \$
Location d'une voiture	78,00 \$
Taxi	17,88 \$
Kilométrage et essence	210,07 \$
Total	3 949,28 \$

Région de la Capitale-Nationale (Québec) – 10 juin 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	3 530,44 \$
Location de salles	500,00 \$
Kilométrage	232,29 \$
Stationnement	120,00 \$
Taxi	40,00 \$
Total	4 422,73 \$

Région de Laval (Laval) – 27 juin 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	3 909,42 \$
Repas	183,91 \$
Stationnement	23,25 \$
Hébergement	224,64 \$
Kilométrage et essence	191,78 \$
Location d'une voiture	213,00 \$
Taxi	62,27 \$
Total	4 808,27 \$

Région des Laurentides (Saint-Jérôme) – 12 juillet 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	4 037,42 \$
Repas	177,65 \$
Kilométrage et essence	311,89 \$
Stationnement	27,64 \$
Hébergement	495,41 \$
Location d'une voiture	189,09 \$
Photographe	975,00 \$
Total	6 214,10 \$

Région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (Gaspé) – 15 août 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	7 312,98 \$
Location d'une salle	280,00 \$
Repas	100,65 \$
Kilométrage	359,45 \$
Hébergement	242,68 \$

Location d'une voiture	62,00 \$
Photographe	850,00 \$
Photocopies	5,00 \$
Billets d'avion	5 092,64 \$
Total	14 305,40 \$
Région de l'Outaouais (Gatineau) – 20 août 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	2 982,70 \$
Repas	188,19 \$
Stationnement	20,00 \$
Hébergement	434,57 \$
Essence	135,32 \$
Location d'une voiture	261,78 \$
Total	4 022,56 \$
Région du Nord-du-Québec (Chibougamau) – 16 septembre 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	895,00 \$
Repas	59,24 \$
Billets d'avion	2 912,25 \$
Total	3 866,49 \$
Région de la Côte-Nord (Sept-Îles) – 20 septembre 2019	
Type de dépenses	Coût
Logistique	1 051,00 \$
Location de salles	350,00 \$
Repas	361,57 \$
Kilométrage	204,30 \$
Stationnement	2,72 \$
Hébergement	644,36 \$
Location d'une voiture	54,00 \$
Photographe	680,00 \$
Billets d'avion	3 877,85 \$
Total	7 225,80 \$
Outils de communication	
Type de dépenses	Coût
Impressions	60,00 \$
Production de la vidéo de la Tournée	372,87 \$
Total	432,87 \$

SOURCE : Direction des communications
COLLABORATION : SEQ, SO, BSM et SCPMT
VALIDATION :
DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.

Exposé et statistiques :

Seules les associations patronales et syndicales visées par la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20) peuvent obtenir un permis de service de référence de main-d'œuvre.

Les critères d'octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, lequel a été édicté le 28 novembre 2012. En plus de remplir le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants, qui doivent être transmis au Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre :

1. l'acte de constitution de l'association, ses règlements et statuts, ainsi qu'un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu'elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l'association ou de son répondant faisant état de l'existence ou de l'absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l'association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s'il y a lieu, l'association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l'effet que l'association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l'entente.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre (secteur Travail)

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Ressources du ministère du Travail affectées au Bureau des permis.

Exposé et statistiques :

Pour la période du 1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020, une employé à temps complet est rattachée au Bureau des permis afin d'en assurer les mandats. Par ailleurs, un directeur effectue des tâches à temps partiel pour le bureau des permis, tout en assumant d'autres responsabilités au Secteur du travail.

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si celui-ci a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

Exposé et statistiques :

Entre le 23 mai et le 25 septembre 2019, le Bureau des permis a reçu neuf demandes de renouvellement de permis. Huit d'entre-elles respectaient l'ensemble des conditions de renouvellement, un permis, valide pour trois ans, a donc été délivré pour chacune d'elle.

Concernant la neuvième demande, malgré les démarches effectuées auprès des représentants de cette association, le Bureau des permis a été dans l'impossibilité de procéder au renouvellement puisque la demande est demeurée incomplète et le permis est venu à échéance le 5 septembre 2019. L'association a confirmé son intention de déposer une nouvelle demande de permis. À ce jour, aucune demande de permis n'a été reçue de la part de cette association.

Le 1^{er} mars 2019, le local 825 de l'Association unie des compagnons et apprentis de l'industrie de la plomberie et de la tuyauterie des États-Unis et du Canada confirmait au Bureau des permis la cessation des activités de référence de main-d'œuvre et ce, depuis le 1^{er} janvier 2018 à la suite d'une fusion avec le local 114 du même syndicat.

Le 7 novembre 2019, la section locale 1929 du Syndicat International des peintres et métiers connexes avisait le Bureau des permis qu'elle a cessé son service de référencement de main-d'œuvre à la suite d'une fusion avec la section locale 349 du même syndicat.

Tel qu'autorisé par l'article 50 du Règlement sur le permis de service de référence de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction, le Bureau des permis a procédé à la révocation de ces deux permis.

LISTE DES TITULAIRES D'UN PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE MAIN-D'ŒUVRE AINSI QUE LE STATUT DU PERMIS

En date du 31 mars 2020

Renouvellement effectués en 2019-2020 : 8

Révocation effectuée en 2019-2020 : 2

Permis expiré sans renouvellement : 1

Permis en vigueur : 40

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	En vigueur	CQPMCI – Local 1929	Révoqué
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	En vigueur	CQPMCI – Local 71	En vigueur / Renouvelé
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	En vigueur	CQPMCI – Local 144	En vigueur
CQPMCI – Local 4	En vigueur	CQPMCI – Local 500	En vigueur
CQPMCI – Local 7	En vigueur / Renouvelé	CQPMCI – Local 825	Révoqué
CQPMCI – Local 58	En vigueur	CQPMCI – Local 160	En vigueur
CQPMCI – Local 134	En vigueur	CQPMCI – Local 761	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 271	En vigueur	CQPMCI – Local 380	En vigueur
CQPMCI – Local 929	En vigueur	FTQ – FIPOE	En vigueur
CQPMCI – Local 568	En vigueur	FTQ – Local 1	En vigueur / Renouvelé
CQPMCI – Local 1604	En vigueur	FTQ – Local 9	En vigueur
CQPMCI – Local 116	En vigueur	FTQ – Local 99	En vigueur
CQPMCI – Local 62	En vigueur	FTQ – Local 100	En vigueur
CQPMCI – Local 527-A	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 135	En vigueur
CQPMCI – Local 89	En vigueur / Renouvelé	FTQ – Local 2016	En vigueur
CQPMCI – Local 96	Expiré	FTQ – Local 618	En vigueur
CQPMCI – Local 101	En vigueur	FTQ – Local 777	En vigueur
CQPMCI – Local 2182	En vigueur	FTQ – Local 1676	En vigueur
CQPMCI – Local 711	En vigueur	FTQ – Local 2366	En vigueur
CQPMCI – Local 905	En vigueur	FTQ – CONSTRUCTION	En vigueur
CQPMCI – Local 349	En vigueur / Renouvelé	FTQ – AMAQ	En vigueur
CQPMCI – Local 1135	En vigueur / Renouvelé		

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant une refonte du Code du travail pour 2018-2019.

Exposé et statistiques :

La question porte sur l'année 2018-2019, mais la réponse à cette question a été donnée lors de l'exercice de l'étude des crédits de l'année dernière. Le Ministère estime donc raisonnable de fournir la réponse pour l'année 2018-2019. Durant cette année, il n'y a pas eu d'études, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant une refonte du Code du travail.

Par contre, dans le cadre des travaux du projet de loi n° 33, Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic, une analyse d'impact réglementaire a été rendue publique :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_Services_essentiels_20190614.pdf

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-11

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant l'allègement de la bureaucratie pour les entrepreneurs et les travailleurs autonomes.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la mise en place du projet de loi 10, *Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale* pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, dans le cadre des travaux du projet de loi n° 10, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale, des documents ont été rendus publics :

- Le Rapport de la Commission de l'économie et du travail – Étude détaillée du projet de loi n° 10, Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale :
<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-10-42-1.html>
- La [Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale](http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-10-42-1.html) :
<http://www.assnat.qc.ca/fr/travaux-parlementaires/projets-loi/projet-loi-10-42-1.html>

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, et nombre de plaintes et procédures judiciaires en suivi de l'adoption du projet de loi 33, *Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic.*

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, dans le cadre des travaux du projet de loi n° 33, Loi modifiant le Code du travail concernant le maintien des services essentiels dans les services publics et dans les secteurs public et parapublic, une analyse d'impact réglementaire a été rendue publique :

- L'analyse d'impact réglementaire :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_Services_essentiels_20190614.pdf

Concernant le nombre de plaintes et de procédures judiciaires, il s'agit d'éléments sous la responsabilité du Tribunal administratif du travail. Ce dernier a répondu à la question 173 à cet égard : « Aucune plainte n'a été reçue, et les décisions rendues par le Tribunal en matière d'assujettissement n'ont fait l'objet d'aucun pourvoi en contrôle judiciaire. »

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION : Tribunal administratif du travail

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'élimination des clauses orphelines pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant l'élimination des clauses « orphelin ».

Toutefois, un avis du Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre a été sollicité par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Cet avis, qui doit lui être transmis au plus tard le 31 mars 2020, devra déterminer une règle d'équivalence et des critères permettant de déterminer ce qu'est un régime de retraite équivalent, mais distinct. Au 31 mars 2020, l'avis n'avait pas été transmis au ministre.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-29

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse de congés payés. Liste des rencontres et des consultations pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a pas eu d'études, d'analyses, de recherches, de sondages, de scénarios ou de projections concernant la hausse de congés payés et aucune rencontre ou consultation particulière n'a eu lieu.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le harcèlement psychologique et sexuel au travail. Liste des rencontres et des consultations pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, dans le cadre de la mise en œuvre de l'action 50 de la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021*, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière », un sondage sur la prévalence du harcèlement sexuel dans les milieux de travail québécois a été effectué et des rencontres de groupes de discussion avec des victimes de harcèlement sexuel au travail ont été tenues.

Il est prévu que le rapport dressant le portrait soit réalisé en 2020-2021.

Concernant les crédits dédiés, tel qu'indiqué à la réponse de la question 40, au 31 mars 2020, une somme de 27 192 \$ a été engagée par le Secteur du travail pour réaliser ces actions.

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les agences de placement pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, le dossier du Règlement sur les agences de placement de personnel et les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires (Règlement) a entraîné la mise en ligne des documents suivants :

- Le projet de Règlement :

https://www.travail.gouv.qc.ca/a_propos/acces_a_linformation/lois_reglements_projets_de_reglement_politiques_et_autres_documents_normatifs/projet_de_reglement_sur_les_agences_de_placement_de_personnel_et_les_agences_de_recrutement_de_travailleurs_etrangers_temporaires.html

- L'analyse d'impact réglementaire qui accompagnait le projet de Règlement :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_a_gence_placement.pdf

- La version finale du Règlement, lequel est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

<http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71523.pdf>

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Le nombre de plaintes et de procédures judiciaires incluant les sujets et les crédits attitrés au traitement de ces éléments concernant les agences de placement pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Pour le nombre de plaintes en 2019-2020, le Ministère n'en a reçu aucune et la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail a répondu à la question 32 en indiquant qu'il n'y avait aucune plainte en 2019.

Aussi, le 8 janvier 2020, l'Association des entrepreneurs spécialisés en procédé industriel du Québec (AESPIQ) et l'Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel (ANERPP) présentaient à la Cour supérieure une demande de pourvoi en contrôle judiciaire afin de déclarer le Règlement sur les agences de placement de personnel et sur les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires invalide, au motif qu'il serait *ultra vires* des pouvoirs du gouvernement. Le processus judiciaire suit son cours.

Concernant les crédits attitrés, et tel qu'indiqué à la question 52, 177 \$ ont été payés en frais juridiques (excluant les salaires des employés concernés), soit un déboursement pour un timbre judiciaire relativement au dossier de l'AESPIQ et al. C. PGQ et al.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION : Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du trav

VALIDATION :

DATE : 2020-06-09

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la hausse du salaire minimum pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, l'analyse d'impact réglementaire (AIR) concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2020.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, scénarios ou projections concernant l'implantation d'un système permettant de prendre en compte différents paramètres sociaux et économiques dans l'augmentation du salaire minimum pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Le lien vers l'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum fourni dans le cadre de la question RP-33 prend en compte les différents paramètres sociaux et économiques associés à l'augmentation du salaire minimum.

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre :

Les crédits dédiés et les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le salaire des cueilleurs de petits fruits pour 2019-2020

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, une analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum a été publiée, laquelle présente les augmentations respectives prévues au 1^{er} mai 2020 au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de framboises et au taux payable aux salariés affectés exclusivement à la cueillette de fraises :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2020.pdf

Enfin, concernant les crédits dédiés, le Ministère ne les comptabilise pas de manière aussi détaillée pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que le nombre de conciliateurs/médiateurs pour 2019-2020.

**Évolution du personnel régulier
ayant le corps d’emploi conciliateur/médiateur¹**

Conciliateur/médiateur	2019-2020 (au 25 mars 2020)
Nombre de conciliateur/médiateur	27

¹ Données extraites du SAGIP à la paie 26 du 26 mars 2020 (effectifs en lien d’emploi au 25 mars 2020).

Les crédits de 2020-2021 pour les conciliateurs/médiateurs représentent 3 813 300 \$ incluant les avantages sociaux.

À noter qu’aucun employé occasionnel n’était conciliateur/médiateur au 25 mars 2020.

SOURCE : DGRH - SSGRI
COLLABORATION : SBACR
VALIDATION : Direction adjointe du Secrétariat général
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre :

Nombre de dossiers traités par un médiateur/conciliateur pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

	2019-2020
Médiateurs-conciliateurs	21
Dossiers traités	756
Dossiers par médiateur-conciliateur	36

SOURCE : Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale -
Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Indiquer les mesures et les sommes engagées pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans l'ensemble des milieux de travail pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, la mise en œuvre de l'action 50 de la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, soit « Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière » a été poursuivie.

Les actions suivantes ont été réalisées :

- effectuer une revue de la littérature des différents travaux présentant l'état de la situation dans divers milieux de travail, tant au Québec qu'à l'extérieur;
- effectuer un sondage sur la prévalence du harcèlement sexuel dans les milieux de travail québécois;
- tenir des groupes de discussion avec des victimes de harcèlement sexuel au travail qui ont dénoncé la situation;
- documenter l'usage et la pertinence des différents recours disponibles;
- dresser un bilan des bonnes pratiques en matière de prévention.

Le rapport est en phase finale de rédaction.

Au 31 mars 2020, une somme de 27 192 \$ a été engagée par le Secteur du travail pour réaliser ces actions.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

Indiquer si le Comité interministériel pour la révision du salaire minimum a effectué une analyse différenciée selon les sexes (ADS) pour décider de l'évolution du salaire minimum. Indiquer si votre ministère a produit une ADS pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

L'analyse d'impact réglementaire concernant la révision du taux général du salaire minimum produite présente certaines informations sexuéées :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/RevSalMin2020.pdf

Par exemple, elle prend en compte le nombre de femmes qui bénéficieront d'une hausse du salaire minimum, soit 237 500, ce qui correspond à 58 % de l'ensemble des salariés directement touchés par la hausse du 1^{er} mai 2020, soit 409 100.

Ces salariés bénéficieront d'une augmentation de 2,89 points de pourcentage de leur pouvoir d'achat, ce qui se traduira par une augmentation annuelle de leur revenu disponible variant entre 478 \$ et 826 \$, selon le nombre d'heures travaillées et le type de famille économique.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Les crédits dédiés à la négociation et au règlement des conflits de travail, en incluant la liste de ceux-ci pour 2019-2020.

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021.

Exposé et statistiques :

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2020-2021.

SOURCE : DGRFC-DB

COLLABORATION :

DATE : 2020-05-14

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :
Les crédits dédiés ainsi que des copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios et projections concernant le projet pilote pour expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.

Exposé et statistiques :

➤ Les crédits dédiés pour ce projet majeur sont de 2 081 854 \$ pour 3 ans.

➤ Le projet d'expérimentation vise la mise en place de trois scénarios distincts afin d'être en mesure d'identifier les conditions les plus propices au recrutement (scénario 1), à la polyvalence (scénario 2) et à la rétention (scénario 3) des travailleurs sylvicoles. Pendant trois ans, la rémunération actuelle à forfait sera remplacée par de nouvelles modalités de rémunération auprès d'une centaine d'employés répartis dans cinq entreprises d'aménagement forestier de diverses tailles provenant de toute la région du Bas-Saint-Laurent.

Scénarios de rémunération

	Recrutement Scénario 1	Polyvalence Scénario 2	Rétention Scénario 3
Travailleurs visés	20 travailleurs (< 4 saisons d'expérience)	40 travailleurs (> 4 saisons d'expérience)	40 travailleurs (< 5 ans de leur retraite)
Problématique	Dans un système de rémunération à forfait, ces débutants ont généralement un rendement très faible au départ. Ils ont des coûts importants à supporter pour l'achat du matériel et des outils de travail.	Leur rémunération varie selon leur productivité, laquelle est directement liée à la complexité des travaux à réaliser. Cette absence de sécurité du revenu est une source de stress important et contribue à augmenter le départ de certains travailleurs vers d'autres secteurs.	Généralement la rémunération diminue à la fin de leur carrière en raison de la diminution de leur capacité physique. Trop souvent, ils choisissent un autre métier physiquement moins exigeant en fin de carrière.
Objectifs	<ul style="list-style-type: none">- Offrir de meilleures conditions de travail aux personnes qui débutent dans le métier avec ou sans formation de base, avec ou sans expérience.- Rendre le métier d'ouvrier sylvicole plus attractif.	<ul style="list-style-type: none">- Offrir de meilleures conditions de travail aux personnes expérimentées, mais à plus de 5 ans de leur retraite- Favoriser la rétention dans le secteur de l'aménagement forestier.	<ul style="list-style-type: none">- Offrir de meilleures conditions de travail aux personnes en fin de carrière (< 5 ans de leur retraite)- Favoriser la rétention dans le secteur de l'aménagement forestier.

SOURCE : Secteur des opérations
COLLABORATION : Secteur d'emploi-Québec
VALIDATION :
DATE : 2020-04-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :

Les crédits alloués, nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci pour le projet pilote visant à expérimenter différents modes de rémunération pour les travailleurs en aménagement forestier.

Exposé et statistiques :

- Il n'y a eu aucun déboursé en 2019-2020 pour le projet. Les travaux administratifs préparatoires ont débuté le 20 janvier 2020. Les travaux sur le terrain ont débuté le 18 mai 2020, avec les ajustements requis afin de respecter la distanciation physique et les directives émises par la direction de la santé publique.
- Il y a 101 travailleurs qui participent au projet, en grande majorité des travailleurs expérimentés. Il y a une dizaine de travailleurs en fin de carrière et une dizaine de recrues.
- Plusieurs réaménagements sont faits pour s'adapter à la situation de la COVID-19. Par exemple :
 - certaines formations sont reportées et d'autres sont ajustées, soit pour prévoir des mesures de distanciation physique ou pour se tenir en visioconférence;
 - les rencontres d'information pour les employés et les recrues se font par visioconférence.

SOURCE : Secteur des opérations

COLLABORATION : Secteur d'emploi-Québec

VALIDATION :

DATE : 2020-06-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que le bilan, plan de déploiement et résultats pour la formation, notamment pour le Chantier des compétences, ventilés par secteur.

Exposé et statistiques :

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Par la même occasion, le ministre a indiqué que les futures actions du PAMO seront orientées en fonction de trois grandes initiatives :

- Le Chantier des compétences qui consiste à rehausser les compétences des travailleurs et de la main-d'œuvre future.
- Objectif productivité qui vise à augmenter la productivité dans les entreprises pour compenser les effets de la rareté de main-d'œuvre.
- La Grande corvée 2.0 qui consiste à mobiliser les bassins de travailleurs potentiels pour qu'ils intègrent le marché du travail et s'y maintiennent.

Le Chantier des compétences

Le Chantier des compétences vise à rehausser le savoir-faire du plus grand nombre de travailleurs afin de pourvoir les métiers et professions d'avenir et d'accéder à des postes mieux rémunérés.

Il prévoit notamment la diffusion d'informations afin d'encourager les jeunes et les travailleurs actifs à s'orienter vers ces métiers et professions d'avenir.

Le chantier des compétences prévoit aussi le soutien du ministère à de nombreux projets pour adapter les compétences aux nouvelles réalités du marché du travail, la formation continue sera mise de l'avant.

Actions ou projets annoncés depuis la mise en place du Chantier des compétences¹

- Dévoilement du document État d'équilibre du marché du travail à court (2020) et moyen terme (2023) : Diagnostics pour 500 professions qui permet de créer des outils pour soutenir les jeunes et les moins jeunes dans leur choix de carrière.
- Lancement de la 3^{ème} année de la campagne de promotion des métiers et des professions en demande et son volet de valorisation des métiers issus de la formation professionnelle et technique, afin de favoriser un meilleur équilibre entre la formation des futurs travailleurs et les besoins anticipés de main-d'œuvre.
- Soutien financier de 1,9 M\$ pour permettre à près de 1 500 travailleuses et travailleurs de l'industrie de l'aérospatiale de développer leurs compétences.
- Attribution d'une aide financière de 1,8 M\$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.
- Aide financière de 1,4 M\$ pour soutenir la formation de 160 travailleurs en milieu agricole, notamment en francisation et par l'entremise de stages en entreprise.
- Aide financière de 1,2 M\$ accordée à l'entreprise Deloitte pour soutenir le développement des compétences de 443 travailleurs, notamment en matière de sécurité informatique et d'intelligence artificielle
- Aide financière de 1,0 M\$ à l'entreprise AddÉnergie afin de soutenir le développement des compétences de 310 travailleuses et travailleurs, dont 160 seront nouvellement embauchés d'ici 2023.
- Soutien financier de 388 k\$ pour appuyer la mise en place d'une formation en alternance travail-études dans le secteur de la boucherie dans le cadre du Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorisées par

¹ Après le 23 septembre 2020.
IRP46_06-16_SEQ

la Commission des partenaires du marché du travail.

- Soutien financier de 156 k\$ pour la formation en soudage-montage en entreprise dans la région de Charlevoix.
- Soutien financier de 146 k\$ pour la formation de travailleurs de l'entreprises Boiseries Savco de La Tuque à la suite de l'automatisation d'une partie des activités.
- Investissement de 0,6 M\$ à la Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant pour la formation de 30 travailleurs de la région des Laurentides afin d'améliorer la qualification de la main-d'œuvre de l'industrie touristique.
- Le budget de mars 2020 prévoit des investissements additionnels de 29 M\$ sur la période 2020-2025 afin de favoriser la formation des travailleurs en entreprise.

Le 6 avril 2020, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise en place du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME). Ce programme vise à soutenir des entreprises touchées par la pandémie de la COVID-19 et qui réalisent des activités en gestion des ressources humaines et de développement des compétences de leur main-d'œuvre. L'enveloppe budgétaire consacrée au PACME était initialement de 100 M\$ mais fort du succès de ce programme, elle a été rehaussée à 150 M\$ en mai 2020.

Soutien financier du MTESS pour les entreprises souhaitant former leur personnel

Dans le cadre du Chantier des compétences, quelque 120 M\$ ont été investis par le MTESS pour soutenir les entreprises souhaitant former leur personnel au cours de l'exercice 2019-2020. Le financement des programmes mesures et services d'emploi offert par le MTESS découle d'une gestion budgétaire par fonds.

Le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) est affecté exclusivement au financement de la mise en œuvre et de la gestion des mesures et programmes relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ainsi que de la prestation des services publics d'emploi. Les revenus du FDMT sont composés de trois sources, soit les Ententes Canada – Québec, les crédits du Québec et d'autres sources.

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) a été créé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. Il est principalement constitué des sommes versées par les employeurs assujettis à la Loi qui n'ont pas investi annuellement un montant équivalant à 1 % de leur masse salariale dans la formation de leur personnel. Le FDRCMO permet de subventionner des projets liés au développement des compétences.

Le tableau ci-dessous présente les montants dépensés en 2019-2020 pour la mesure de formation, volet entreprises du FDMT et pour les programmes du FDRCMO visant la formation et le développement des compétences en entreprise.

Programmes ou mesures de formation par fonds	Dépenses 2019-2020 en M\$
Mesure de formation de la main-d'œuvre, volet entreprises – FDMT ¹	102,1 M\$
Programme favorisant l'apprentissage en milieu de travail et la francisation – FDRCMO	0,7 M\$
Programme de renforcement collectif des compétences de la main-d'œuvre – FDRCMO	3,0 M\$
Programme de développement des compétences pour la relève en emploi – FDRCMO	0,2 M\$
Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions prioritaires par la CPMT – FDRCMO	11,9 M\$
Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires – FDRCMO	2,3 M\$
Total	120,2 M\$

¹ Données préliminaires au 15 mai 2020.

Les données par secteur d'activités d'économique ne sont pas disponibles.

SOURCE : SEQ

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 13 juillet 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

Titre :

Dans le cadre du Chantier des compétences, les dépenses enregistrées, ventilées par secteur de formation, l'état du fonds, montants disponibles, méthodes de financement.

Exposé et statistiques :

Le 23 septembre 2019, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a dévoilé les détails de son Plan d'action sur la main-d'œuvre (PAMO). Ce plan évolutif est bonifié en continu afin de l'adapter à l'évolution des besoins du marché du travail. Par la même occasion, le ministre a indiqué que les futures actions du PAMO seront orientées en fonction de trois grandes initiatives :

- Le Chantier des compétences qui consiste à rehausser les compétences des travailleurs et de la main-d'œuvre future.
- Objectif productivité qui vise à augmenter la productivité dans les entreprises pour compenser les effets de la rareté de main-d'œuvre.
- La Grande corvée 2.0 qui consiste à mobiliser les bassins de travailleurs potentiels pour qu'ils intègrent le marché du travail et s'y maintiennent.

Le Chantier des compétences

Le Chantier des compétences vise à rehausser le savoir-faire du plus grand nombre de travailleurs afin de pourvoir les métiers et professions d'avenir et d'accéder à des postes mieux rémunérés.

Il prévoit notamment la diffusion d'informations afin d'encourager les jeunes et les travailleurs actifs à s'orienter vers ces métiers et professions d'avenir.

Le chantier des compétences prévoit aussi le soutien du ministère à de nombreux projets pour adapter les compétences aux nouvelles réalités du marché du travail, la formation continue sera mise de l'avant.

Actions ou projets annoncés depuis la mise en place du Chantier des compétences¹

- Dévoilement du document État d'équilibre du marché du travail à court (2020) et moyen terme (2023) : Diagnostics pour 500 professions qui permet de créer des outils pour soutenir les jeunes et les moins jeunes dans leur choix de carrière.
- Lancement de la 3^{ème} année de la campagne de promotion des métiers et des professions en demande et son volet de valorisation des métiers issus de la formation professionnelle et technique, afin de favoriser un meilleur équilibre entre la formation des futurs travailleurs et les besoins anticipés de main-d'œuvre.
- Soutien financier de 1,9 M\$ pour permettre à près de 1 500 travailleuses et travailleurs de l'industrie de l'aérospatiale de développer leurs compétences.
- Attribution d'une aide financière de 1,8 M\$ afin de soutenir la formation de 104 travailleurs du secteur de l'automobile dans les régions de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.
- Aide financière de 1,4 M\$ pour soutenir la formation de 160 travailleurs en milieu agricole, notamment en francisation et par l'entremise de stages en entreprise.
- Aide financière de 1,2 M\$ accordée à l'entreprise Deloitte pour soutenir le développement des compétences de 443 travailleurs, notamment en matière de sécurité informatique et d'intelligence artificielle
- Aide financière de 1,0 M\$ à l'entreprise AddÉnergie afin de soutenir le développement des compétences de 310 travailleuses et travailleurs, dont 160 seront nouvellement embauchés d'ici 2023.
- Soutien financier de 388 k\$ pour appuyer la mise en place d'une formation en alternance travail-études dans le secteur de la boucherie dans le cadre du Programme

¹ Après le 23 septembre 2020.
TIRP47_07-13_BSM.DOC

de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorit  es par la Commission des partenaires du marché du travail.

- Soutien financier de 156 k\$ pour la formation en soudage-montage en entreprise dans la région de Charlevoix.
- Soutien financier de 146 k\$ pour la formation de travailleurs de l'entreprises Boiseries Savco de La Tuque à la suite de l'automatisation d'une partie des activités.
- Investissement de 0,6 M\$    la Chambre de commerce du Grand Mont-Tremblant pour la formation de 30 travailleurs de la région des Laurentides afin d'améliorer la qualification de la main-d'œuvre de l'industrie touristique.
- Le budget de mars 2020 prévoit des investissements additionnels de 29 M\$ sur la période 2020-2025 afin de favoriser la formation des travailleurs en entreprise.

Le 6 avril 2020, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale a annoncé la mise en place du Programme actions concertées pour le maintien en emploi (PACME). Ce programme visait à soutenir des entreprises touchées par la pandémie et qui réalisent des activités en gestion des ressources humaines et de développement des compétences de leur main-d'œuvre. L'enveloppe budgétaire consacrée au PACME était initialement de 100 M\$ mais fort du succès de ce programme, elle a été rehaussée à 150 M\$ en mai 2020.

Soutien financier du MTESS pour les entreprises souhaitant former leur personnel

Dans le cadre du Chantier des compétences, quelque 120 M\$ ont été investis par le MTESS pour soutenir les entreprises souhaitant former leur personnel au cours de l'exercice 2019-2020. Le financement des programmes mesures et services d'emploi offert par le MTESS découle d'une gestion budgétaire par fonds.

Le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) est affecté exclusivement au financement de la mise en œuvre et de la gestion des mesures et programmes relevant du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi ainsi que de la prestation des services publics d'emploi. Les revenus du FDMT sont composés de trois sources, soit les Ententes Canada – Québec, les crédits du Québec et d'autres sources.

Le Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO) a été créé par la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre. Il est principalement constitué des sommes versées par les employeurs assujettis à la Loi qui n'ont pas investi annuellement un montant équivalent à 1 % de leur masse salariale dans la formation de leur personnel. Le FDRCMO permet de subventionner des projets liés au développement des compétences.

Le tableau ci-dessous présente les montants dépensés en 2019-2020 pour la mesure de formation, volet entreprises du FDMT et pour les programmes du FDRCMO visant la formation et le développement des compétences en entreprise.

Programmes ou mesures de formation par fonds	Dépenses 2019-2020 en M\$
Mesure de formation de la main-d'œuvre, volet entreprises – FDMT ¹	102,1 M\$
Programme favorisant l'apprentissage en milieu de travail et la francisation – FDRCMO	0,7 M\$
Programme de renforcement collectif des compétences de la main-d'œuvre – FDRCMO	3,0 M\$
Programme de développement des compétences pour la relève en emploi – FDRCMO	0,2 M\$
Programme de formations de courte durée privilégiant les stages dans les professions priorit��es par la CPMT – FDRCMO	11,9 M\$
Programme incitatif pour l'accueil de stagiaires – FDRCMO	2,3 M\$
Total	120,2 M\$

¹ Données préliminaires au 15 mai 2020.

Les données par secteur d'activités d'économie ne sont pas disponibles.

SOURCE : SEQ

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 13 juillet 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

Titre :

Crédits alloués, ventilés par poste budgétaire, à la négociation de la convention collective de la Société québécoise du cannabis :

a) Le nombre d'effectifs à temps complet.

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : Direction générale des relations du travail et de l'évaluation médicale –
Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

Titre :

Crédits dédiés au règlement encadrant les activités des agences de placement de personnel et des agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires :

- a) Les dépenses juridiques;
- b) Le nombre de rencontres, préalablement au nouveau règlement, ventilé par date et en précisant les groupes rencontrés;
- c) Les crédits alloués ainsi que les copies des analyses, des études d'impacts et le plan de déploiement.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, dans le cadre du Règlement sur les agences de placement de personnel et sur les agences de recrutement de travailleurs étrangers temporaires, il y a eu :

- 177 \$ en dépenses juridiques (excluant les salaires des employés concernés), soit un déboursement pour un timbre judiciaire relativement au dossier de l'Association des entrepreneurs spécialisés en procédé industriel du Québec et al. C. PGQ et al.
- Deux rencontres préalables à l'entrée en vigueur du règlement ont été tenues entre le Ministère et des intervenants extérieurs aux ministères et organismes du gouvernement du Québec :
 - Le 18 avril 2019 : Madame Brigitte Pelletier, sous-ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et Madame Anne Racine, sous-ministre adjointe au secteur du Travail, ont rencontré l'Association de l'aluminium du Canada, Rio Tinto et ALCOA.
 - Le 15 mai 2019 : Madame Brigitte Pelletier, sous-ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et Madame Anne Racine, sous-ministre adjointe au secteur du Travail, ont rencontré le Conseil du patronat du Québec (CPQ), la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre agricole étrangère et l'Association des producteurs maraichers du Québec.
- Une analyse d'impact réglementaire a été rendue publique le 10 avril 2019 :

https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_age_nce_placement.pdf

SOURCE : STRAV

COLLABORATION : Direction des affaires juridiques et Direction du Bureau de la sous-ministre et du Secrétariat général

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

Titre :

La liste, ainsi que les décrets modifiants des conventions collectives en 2019-2020.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, il n'y a eu aucun décret modifiant des conventions collectives. Par contre, des modifications à 14 décrets de convention collective et règlements pris en vertu de la Loi sur les décrets de convention collective (RLRQ, chapitre D-2) sont entrées en vigueur :

Décret ou règlement	Entrée en vigueur
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de la région de Montréal Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=70401.pdf	17 avril 2019
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions d'Arthabaska, Granby, Sherbrooke et Thetford Mines Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=70441.pdf	24 avril 2019
Règlement intérieur du Comité conjoint des matériaux de construction Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=70926.pdf	10 juillet 2019
Décret modifiant le Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics de la région de Montréal Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71156.pdf	4 septembre 2019
Décret modifiant le Décret sur l'industrie de la menuiserie métallique de la région de Montréal Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71157.pdf	4 septembre 2019

<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie</p> <p>Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71157.pdf</p>	9 octobre 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'installation d'équipement pétrolier</p> <p>Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71346.pdf</p>	9 octobre 2019	
<p>Modification du Décret sur l'industrie des matériaux de construction</p> <p>Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71419.pdf</p>	6 novembre 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur les agents de sécurité</p> <p>Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71561.pdf</p>	4 décembre 2019	
<p>Règlement modifiant le Règlement concernant la constitution du Comité paritaire des agents de sécurité</p> <p>Décret d'édition : http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=1&file=71642.pdf</p>	18 décembre 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de la région de Québec</p> <p>Décret d'édition : voir les pages 7 à 11 du document suivant http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=13&file=2007-F.PDF</p>	12 février 2020	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions Lanaudière-Laurentides</p> <p>Décret d'édition : voir les pages 116 à 121 du document suivant http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=13&file=2011-F.PDF</p>	11 mars 2020	
<p>Requête en modification de divers règlements sur le rapport mensuel de comité paritaire de l'industrie des services automobiles</p> <p>Décret d'édition : voir les pages 121 à 125 du document suivant http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=13&file=2011-F.PDF</p>	11 mars 2020	

Décret modifiant le Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics de la région de Québec Décret d'édiction : voir les pages 125 à 131 du document suivant http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=13&file=2011-F.PDF	11 mars 2020

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

Titre :

Les crédits dédiés ainsi que les copies des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les décrets de convention collective, ventilés par décret.

Exposé et statistiques :

En 2019-2020, 13 analyses d'impact réglementaire (AIR) ont été mises en ligne, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous.

Le tableau ci-dessous présente les décrets de convention collective et les règlements pour lesquels des AIR ont été mises en ligne en 2019-2020. Or, la mise en ligne d'une AIR survient lors de l'étape de la publication pour consultation publique de 45 jours à la Gazette officielle du Québec (GOQ), laquelle est préalable à la publication finale. Ainsi, pour un décret de convention collective ou un règlement donné, l'AIR peut avoir été mise en ligne dans une année financière et la publication finale à la GOQ peut avoir eu lieu dans l'année financière subséquente. Notons aussi que certains règlements des comités paritaires font l'objet d'une seule publication à la GOQ.

Ainsi, les décrets de convention collective et les règlements se trouvant dans le tableau ci-dessous peuvent différer de ceux qui sont mentionnés dans la réponse de la question RP53. Cette différence s'explique par le fait que la réponse à la question RP53 présente les décrets et règlements qui ont été édictés (publication finale à la GOQ) et qui ont ainsi modifié des décrets de convention collective ou des règlements.

Considérant ce qui précède, il existe des différences entre les réponses aux questions RP53 et RP54.

Décret ou règlement	Date de mise en ligne
Décret modifiant les Statuts du Comité paritaire sur l'industrie des services automobiles des Cantons de l'Est AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_ReqModifStatuts_Ind-auto-CantonsEst_2019-02-26_.pdf	17 avril 2019
Décret modifiant le Décret sur l'installation d'équipement pétrolier AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_equipement_petrolier_2019-04-29.pdf	1 ^{er} mai 2019
Décret modifiant le Décret sur l'industrie des matériaux de construction AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_materiaux_20190612.pdf	12 juin 2019

<p>Règlement remplaçant divers règlements sur le rapport mensuel de comités paritaires de l'industrie des services automobiles</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_services_auto_20190619.pdf</p>	19 juin 2019	
<p>Règlement intérieur du Comité conjoint des matériaux de construction</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_ReqModifStatuts_2019-07-10.pdf</p>	10 juillet 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur les agents de sécurité</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_agent_securite_20190724.pdf</p>	24 juillet 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de la région de Québec</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_services_automobile_20190814.pdf</p>	14 août 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie du camionnage de la région de Québec</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_Camionnage_20190918.pdf</p>	18 septembre 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions Lanaudière-Laurentides</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_AutoLanaudiereLaurentides_18juil2019.pdf</p>	25 septembre 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur le personnel d'entretien d'édifices publics de la région de Québec</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_Edificepub_Qc.pdf</p>	30 octobre 2019	
<p>Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles de Chapais, de Chibougamau, du Lac Saint-Jean et du Saguenay</p> <p>AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AutoSaguenay.pdf</p>	18 décembre 2019	

Décret modifiant le Décret sur l'industrie des matériaux de construction AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_materiaux_2020-02-19.pdf	19 février 2020
Décret abrogeant le Décret sur les coiffeurs de la région de l'Outaouais AIR : https://www.travail.gouv.qc.ca/fileadmin/fichiers/Documents/etudes_d_impact/AIR_CoiffureOutaouais.pdf	11 mars 2020

SOURCE : STRAV
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

Titre :

Les crédits dépensés dans le cadre de la Journée internationale des travailleuses et travailleurs.

Exposé et statistiques :

Le Ministère ne comptabilise pas de manière aussi détaillée les crédits pour ce type d'activité.

SOURCE : STRAV

COLLABORATION : Direction des communications

VALIDATION :

DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

Titre :

Les crédits alloués, le nombre de bénéficiaires, le montant dépensé et le montant moyen octroyé à ceux-ci, ainsi que le bilan pour le projet pilote, visant à soutenir les entreprises et les travailleurs saisonniers.

Exposé et statistiques :

- En date du 31 mars 2020 : 264 participations à des formations individuelles, pour des déboursés de 397 000 \$.
- En date du 31 mars 2020, on retrouve 194 projets de formation en entreprises, pour des déboursés 6 322 579 \$.
- Un bilan du projet pilote pour l'année 2018-2019 a été approuvé lors de l'Assemblée délibérante de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) du 13 février 2020, après consultation des membres de la Table nationale de concertation sur l'emploi saisonnier, laquelle a été mise en place par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- Les recommandations du bilan proposent, notamment, la poursuite du projet pilote en 2020-2021 avec certains ajustements dans les modalités du projet. La poursuite du projet pilote répond à la recommandation n° 1 de la Table nationale émise dans son rapport sur l'emploi saisonnier adressé au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 29 novembre 2018.
- La mobilisation des acteurs concernés par l'emploi saisonnier se poursuivra au sein de la Table nationale et, pour les régions qui le souhaitent, au sein des tables régionales.

SOURCE : Secteur des opérations

COLLABORATION : Secteur d'Emploi-Québec

VALIDATION : Direction de l'analyse et de l'information de gestion

DATE : 27 mai 2020

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

Titre :

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre pour 2019-2020 en indiquant l'état des travaux en cours.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le CCTM appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2019-2020**Avis demandés**

- Avis concernant la nomination de membres du Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 15 mars 2019 et transmis le 4 avril 2019)
- Avis concernant la nomination à la vice-présidence qualité et cohérence du Tribunal administratif du travail
(Avis demandé le 11 juin 2019 et transmis le 14 juin 2019)
- Avis sur la santé psychologique au travail
(Avis demandé le 25 février 2019 et transmis le 13 mai 2019)
- Avis complémentaire sur l'avenir des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur privé : Commentaires du groupe d'experts du CCTM sur la retraite concernant le projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les régimes complémentaires de retraite » publié le 3 juillet 2019
(Avis transmis à Retraite Québec le 6 août 2019)
- Avis concernant les disparités de traitement en fonction de la date d'embauche en matière de régimes de retraite et d'avantages sociaux
(Avis demandé le 16 septembre 2019, en cours)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 2020-06-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

Titre :

Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Les avis produits par le Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM) appartiennent au ministre. Aussi longtemps que celui-ci ne donne pas son accord, les avis restent confidentiels.

2019-2020

Avis réalisés

- Déclaration à l'occasion du 50^e anniversaire du CCTM
(déclaration signée à la séance du 9 mai 2019)
- Avis à l'initiative du CCTM concernant l'article 47,2 du *Code du travail*
(Avis adopté le 14 novembre 2019)

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2020-06-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de grief, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré pour 2019-2020. Fournir l'objet de la plainte.

Exposé et statistiques :

2019-2020

Plaintes traitées : 1
Décisions rendues : 1
Cas en délibéré : 0

La plainte traitée avait pour objet : manque d'impartialité de l'arbitre.

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM)
COLLABORATION :
VALIDATION:
DATE : 2019-06-29

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-60

Titre :

Liste des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Liste des dépenses de fonctionnement du BEM pour 2019 (année civile)

Catégories de dépenses	Dépenses 2019
Services de transport, de communication et autres postes	73 696,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 513 680,00 \$
Location de meubles	5 715,00 \$
Location de biens immeubles	453 487,00 \$
Fournitures et équipements	118 085,00 \$
Investissement	0
Total	2 164 663,00 \$

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-61

Titre :

Liste des bureaux régionaux et effectifs étant rattachés, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux et prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) n'a pas de bureaux régionaux.

Le BEM a un bureau à Montréal et un autre à Québec.

SOURCE : Service des budgets d'administration
COLLABORATION : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-62

Titre :

Nombre de dossiers au BEM pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au BEM en 2019

Année civile	Nombre de dossiers
2019	11 055

Délais de traitement moyens :

Année civile	Délai moyen d'évaluation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2019	66,2	14,4	80,6

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-63

Titre :

Liste d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

Le Bureau d'évaluation médicale (BEM) ne compile aucune statistique au regard du nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant.

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-64

Titre :

Nombre d'avis demandés par la CNESST et nombre d'avis demandés par les employeurs pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits au Bureau d'évaluation médicale (BEM), selon l'origine de la demande :

Année financière	CNESST	Employeur	CNESST et employeur	Total
2019-2020	2 894	7 778	0	10 672

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-65

Titre :
Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles pour 2019-2020. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.

Exposé et statistiques :			
Le BEM ne dispose pas des données concernant les honoraires versés par médecin et par spécialité.			
Spécialités	Membres 2019-2020	Spécialités	Membres 2019-2020
Chirurgie buccale (dentisterie)	Giguère, Michel	Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
Chirurgie générale	Gosselin, Michel		Drouin, Denis
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre		Laberge, Janick
	<i>Bolduc, Marie-Eve</i>	Médecine interne	Coiteux, Isabelle
	Boubez, Ghassan	Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	<i>Carbery, Michael</i>		Parent, René
	<i>Cloutier, Frédéric-Charles</i>		Tinawi, Simon
	Cloutier, Réjean	Neurochirurgie	Al-Atassi, Borhan
	Daoud, Hany		Bouvier, Guy
	Dehnade, Faramarze		<i>Chaalala, Chiraz</i>
	Desloges, Danielle		Demers, Jacques
	Duchesne, Robert		Godoy Pimenta, Newton J.
	Dufour, Marcel		Malak, Ramez
	Fallaha, Michel		McLelland, Hans
	Fournier, Karl		Michaud, Yzabel
	Fraser, Myriam		Moumdjian, Robert A.
	Gagnon, Sylvain		Séguin, Mario
	Godbout, Véronique		Shedid, Daniel
	Greenfield, Garry		Turcotte, Jean-François
	<i>Grimard, Guy</i>		Vieira Neto, Leonardo
	Grondin, Philippe Paul		Yuh, Sung-Joo
	Isler, Marc	Neurologie	Bérubé, Arline
	Jodoin, Alain		Bourgeau, Pierre
	Labelle, Hubert		Masson, Hélène
	<i>Larochelle, Pascale</i>	Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.
	Lemire, Luc		Mathieu-Millaire, Francine
	Mac, Thien Vu		Robert, Marie-Claude
	Michaud, Guillaume	ORL et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
	Morazain, Louis		Rahal, Akram
	Morin, François	Pneumologie	Saad, Nathalie
	Nault, Théodore	Psychiatrie	Bayle, Marie-Noëlle
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu		Bemmira, Sara
	Paradis, Gaston R.		Benoit, Suzanne
	Perron, Odette		Calouche, Sonia
	<i>Schlader, Eric</i>		Dumont, Daniel
	Sepehr-Arae, Arash		<i>Girard, Sylvie</i>
	Valériote, Josée		<i>Lageix, Philippe</i>
	Wiltshire, David G.		Leblanc, Jean
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise		<i>Leclair, Suzanne</i>
	Léveillé, André		Lortie, Sylvie
	Pelletier, Johanne		Montreuil, Jean-François
	<i>Bourget, Amélie</i>		<i>Nguyen, Maud</i>
	<i>Tremblay, Dominique</i>		Ouellet, Ronald
Dentisterie	Schwartz, Melvin	Urologie	Primeau, François
Dermatologie	Moreau, Linda		Vida, Stephen
			Dessureault, Jean

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-66

Titre :

Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Nombre d'avis produits par membre - 1er avril 2019 au 31 mars 2020					
Spécialité	Membre	Nb d'avis	Spécialité	Membre	Nb d'avis
Chirurgie buccale	Giguère, Michel	10	Médecine interne	Coiteux, Isabelle	13
Chirurgie générale	Gosselin, Michel	30	Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte	313
Chirurgie orthopédique	Beaumont, Pierre	165		Parent, René	384
	Boubez, Ghassan	113	Neurochirurgie	Tinawi, Simon	24
	Cloutier, Réjean	277		Al-Atassi, Borhan	229
	Daoud, Hany	555		Bouvier, Guy	97
	Dehnade, Faramarze	272		Demers, Jacques	408
	Desloges, Danielle	454		Godoy Pimenta, Newton J	9
	Duchesne, Robert	236		Malak, Ramez	305
	Dufour, Marcel	366		McLelland, Hans	231
	Fallaha, Michel	392		Michaud, Yzabel	167
	Fournier, Karl	218		Moumdjian, Robert A.	254
	Fraser, Myriam	20		Séguin, Mario	30
	Gagnon, Sylvain	87		Shedid, Daniel	493
	Godbout, Véronique	9		Turcotte, Jean-François	33
	Greenfield, Garry	328		Vieira Neto, Leonardo	32
	Grondin, Philippe Paul	4		Yuh, Sung-Joo	119
	Isler, Marc	17	Neurologie	Bérubé, Arline	79
	Jodoin, Alain	349		Bourgeau, Pierre	116
	Labelle, Hubert	356		Masson, Hélène	58
	Lemire, Luc	96			
	Mac, Thien Vu	225	Ophtalmologie	Lafond, Gilles-P.	12
	Michaud, Guillaume	35		Mathieu-Millaire, Francine	12
	Morazain, Louis	52		Robert, Marie-Claude	5
	Morin, François	56		Abboud, Samir	30
	Nault, Théodore	299	ORL/chirurgie cervico-faciale	Rahal, Akram	5
	Nguyen, Jimmy Hai Triêu	5		Saad, Nathalie	15
	Paradis, Gaston R.	51	Pneumologie	Bayle, Marie-Noëlle	2
	Perron, Odette	149		Bemmira, Sara	8
	Schlader, Éric	2		Benoit, Suzanne	20
	Sepehr-Arae, Arash	666		Calouche, Sonia	7
	Valériote, Josée	7		Dumont, Daniel	15
	Wiltshire, David G.	207		Girard, Sylvie	1
	Duranceau, Louise	151		Leblanc, Jean	5
Chirurgie plastique	Léveillé, André	278		Lortie, Sylvie	3
	Pelletier, Johanne	182		Montreuil, Jean-François	13
Dentiste	Schwartz, Melvin	4		Ouellet, Ronald	14
Dermatologie	Moreau, Linda	2		Primeau, François	46
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre	124		Vida, Stephen	2
	Drouin, Denis	80	Urologie	Dessureault, Jean	8
	Laberge, Janick	127			

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 2020-06-12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-67

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

Ventilation des coûts de fonctionnement – 2019 (année civile)

Dépenses de fonctionnement	2019
Services de transport et de communication et autres postes	73 696,00 \$
Services professionnels et auxiliaires	1 513 680,00 \$
Location de meubles	5 715,00 \$
Location de biens immeubles	453 487,00 \$
Fournitures et équipements	118 085,00 \$
Investissement	0,00 \$
Total	2 164 663,00 \$

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-68

Titre :

Répartition de l'effectif selon la spécialité et heures travaillées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.

Exposé et statistiques :

La direction du BEM ne comptabilise pas les heures travaillées des membres. Le BEM répond aux demandes d'avis transmises par la CNESST.

Spécialités	Membres
	2019-2020
Anesthésiologie	0
Chirurgie buccale (dentisterie)	1
Chirurgie générale	1
Chirurgie orthopédique	36
Chirurgie plastique	5
Dentisterie	1
Dermatologie	1
Médecine de famille	3
Médecine interne	1
Médecine physique et réadaptation	3
Neurochirurgie	14
Neurologie	3
Ophtalmologie	3
ORL et chirurgie cervico-faciale	2
Pneumologie	1
Psychiatrie	15
Rhumatologie	0
Urologie	1

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-06-10

ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-69

Titre :

Nombre d'avis sans divergence d'opinions (contestation) demandés par la CNESST, pour 2019-2020.

Exposé et statistiques :

Année financière	Nombre d'avis produits sans divergence d'opinion (demande CNESST)
2019-2020	570

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale – Secteur du travail
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 2020-05-22